

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1481

6 juillet 2011

SOMMAIRE

Accumalux	71066	Buba S.A.	71088
AG' DECO S.A.	71065	Cechris - Investissement S.A.	71068
Alterbury S.A.	71067	C&L (Lux 1) S.à r.l.	71079
Anaco Luxembourg S.A.	71068	Diffusion Funéraire Luxembourgeoise S.A.	71068
Anoa Capital S.A.	71070	EK Medical S.à r.l.	71070
An.so.fi HOLDING S.A. (AMBOISE SO- CETE FINANCIERE)	71079	El Pepito Café s.à r.l.	71083
An.so.fi. Holding S.A. (Amboise Société Fi- nancière) - SPF	71079	Euro Carbon GP S.à r.l.	71053
Arc Constructions S.A.	71071	FR Barra 5 S.à r.l.	71082
Area-Immo S.à r.l.	71071	FR Barra 6 S.à r.l.	71082
ARNOTIBER Spf S.A.	71071	i.biz S.à r.l.	71072
Aunilux S.A.	71074	International Partners and Associates S.A.	71070
Avenir Beteiligungs GmbH	71065	Luxnova S.A.	71042
Avenir Immobilien GmbH	71065	Mangrove III S.C.A. SICAR	71086
Bache Global Series	71079	Nordea Investment Funds Company I S.A.	71072
BBG Aurum Luxembourg S.à r.l.	71079	Oroa S.à r.l.	71062
B.C.R.E. - Izaki S.à r.l.	71071	Oscar-1 S.à r.l.	71076
Beaubourg S.A.	71074	Primera Fund	71062
Beim Fox	71081	Salomon S.A.	71068
Belgravia European Properties 2	71081	Sculptor Holdings (EC) Luxco S.C.A.	71078
Beocare Europe	71066	SES	71066
Boss Concept IPC Sicav	71071	Société Holding des Côtes Rouges S.A. ..	71086
BPH Holding S.A.	71081	Twelve S.A.	71072
Bruehl Leipzig Arcaden Luxco S.à r.l.	71074		
Bruehl Leipzig Arcaden S.à r.l.	71074		

Luxnova S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 103.798.

PROJET DE FUSION**ENTRE:****LUXNOVA S.A. «Société Absorbante»**

Société Anonyme

Siège social: 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg

Inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro B103798

Capital social: € 31.000,- entièrement libéré

ET:**SASTRIAKO BVBA**

«Société Absorbée»

Société Privée à Responsabilité Limitée

Besloten Vennootschap met Beperkte Aansprakelijkheid

Siège social: 265, coupure links B-9000 Gent, Belgique

Inscrite auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0473.280.222

Capital social: € 19.500,- entièrement libéré

PROJET DE FUSION PAR ABSORPTION

Préparé en application des articles 261 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et des articles 772/1 et suivants du code belge des sociétés, sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux.

Les sociétés LUXNOVA S.A. (Société Absorbante) et SASTRIAKO BVBA (Société Absorbée) projettent de procéder à la fusion par absorption de la seconde société par la première.

ATTENDU QUE

a) La société LUXNOVA S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, avec siège social au 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro B103798, au capital social de € 31.000,- représenté par 3.100 actions d'une valeur nominale de € 10,- chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées, détient toutes les parts sociales représentatives du capital social et donnant droit de vote de SASTRIAKO BVBA, une société privée à responsabilité limitée ("Besloten Vennootschap met Beperkte Aansprakelijkheid") de droit belge, dont le siège social est établi au 265, coupure links B-9000 Gent, Belgique, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0473.280.222, au capital social de € 19.500,- représenté par 300 parts sociales sans désignation de valeur nominale, intégralement souscrites et entièrement libérées.

b) Ce 20 juin 2011, les conseils d'administration des deux sociétés LUXNOVA S.A. (ci-après "LUXNOVA" ou la «société absorbante») et SASTRIAKO BVBA (ci-après "SASTRIAKO" ou la «société absorbée») ont, de commun accord, décidé d'arrêter le présent projet de fusion conformément aux dispositions des articles 261 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée et des articles 772/1 et suivants du code belge des sociétés, concernant les fusions transfrontalières de sociétés de capitaux.

c) La Société Absorbante et la Société Absorbée ne sont pas sujettes à des procédures collectives et ne se trouvent pas en situation de liquidation.

d) Le rapport écrit détaillé et circonstancié des administrateurs justifiant, du point de vue juridique et économique, l'opportunité, les conditions et les modalités de la fusion transfrontalière a été rédigé pour chaque société participant à la fusion conformément à l'article 265 de la loi luxembourgeoise et à l'article 772/8 du code belge.

e) La société LUXNOVA S.A. (Société Absorbante) est titulaire de toutes les parts sociales représentatives du capital social de SASTRIAKO BVBA (Société Absorbée). Par conséquent, la fusion par absorption telle que prévue à l'article 278 de la loi luxembourgeoise et aux articles 676 et 772/9 §4 du code belge ne donnera pas lieu à l'émission de nouvelles actions de la Société Absorbante en contrepartie des parts sociales de la Société Absorbée, lesquelles seront simplement annulées par l'effet de la fusion.

En ces circonstances, les dispositions légales relatives au rapport d'échange, aux modalités d'attribution des actions de la Société Absorbante et à la date à partir de laquelle ces actions donnent droit de participer aux bénéfices, et celles relatives à l'établissement d'un rapport d'expert sont sans objet.

f) Les sociétés participant à la fusion n'ont pas émis d'obligations ou d'autres instruments financiers, convertibles en actions ou parts ou non convertibles.

g) La Société Absorbante et la Société Absorbée n'ont pas de travailleurs salariés.

h) Le patrimoine de la société absorbée ne comprend aucun immeuble.

CECI DIT

Les conseils d'administration des sociétés participant à la fusion ont, conformément aux dispositions prévues au Luxembourg, par l'article 261 de la loi luxembourgeoise et en Belgique par l'article 772/6 du code belge, rédigé le PROJET DE FUSION suivant:

PROJET COMMUN DE FUSION

1. Sociétés participant à la fusion.

A) Société Absorbante:

Dénomination: LUXNOVA S.A.

Forme légale: Société Anonyme

Siège social: 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg

Sujette à la loi: luxembourgeoise

Capital social: € 31.000,- entièrement libéré

Lieu d'inscription: Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg

N° d'inscription: B103798

B) Société Absorbée:

Dénomination: SASTRIAKO BVBA

Forme légale: Besloten Vennootschap met Beperkte Aansprakelijkheid

Siège social: 265, coupure links B-9000 Gent, Belgique

Sujette à la loi: belge

Capital social: € 19.500,- entièrement libéré

Lieu d'inscription: Banque-Carrefour des Entreprises, Belgique

N° d'inscription: 0473.280.222

La société LUXNOVA S.A. (Société Absorbante) est titulaire de la totalité des parts sociales représentatives de l'intégralité du capital social de la SASTRIAKO BVBA (Société Absorbée).

2. Statuts de la société absorbante. La fusion par absorption ne comportera pas de modifications des statuts de la Société Absorbante LUXNOVA S.A., dont le texte intégral est reproduit à la fin du présent projet de fusion pour en faire partie intégrante.

3. Rapport d'échange. Dans la mesure où toutes les parts représentatives du capital de la Société Absorbée sont détenues par la Société Absorbante, il ne sera pas procédé à l'émission de nouvelles actions de la Société Absorbante en contrepartie des parts de la Société Absorbée, lesquelles seront simplement annulées par suite de la fusion et il n'est donc pas nécessaire de donner des indications supplémentaires à ce sujet.

4. Modalité d'attribution des actions. La fusion transfrontalière proposée ne donnant pas lieu à une augmentation du capital social de la Société Absorbante LUXNOVA S.A. ni à l'émission de nouvelles actions de la part de cette dernière, il n'est pas nécessaire de déterminer les modalités d'attribution des actions de la Société Absorbante.

5. Date de participation aux bénéfices. La fusion transfrontalière proposée ne donnant pas lieu à une augmentation du capital social de la Société Absorbante LUXNOVA S.A. ni à l'émission de nouvelles actions de la part de cette dernière, il n'est pas nécessaire de fixer la date à partir de laquelle des actions ou parts représentatives du capital social auraient donné le droit de participer aux bénéfices ainsi que toute modalité particulière relative à ce droit.

6. Procédure, Date d'effet de la fusion et Date d'imputation des opérations de la société absorbée dans le bilan de la société absorbante.

Publicité du projet:

Au Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de l'article 262 de la loi luxembourgeoise, le projet commun de fusion mentionnant certaines indications particulières à la fusion transfrontalière, doit être publié, conformément à l'article 9 de la loi luxembourgeoise, un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale de la Société Absorbante appelée à se prononcer sur le projet de fusion, cette publication ne pouvant intervenir qu'après dépôt du projet de fusion auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

En Belgique, en application de l'article 772/7 du code belge, le projet de fusion transfrontalière doit être déposé au greffe du tribunal de commerce où la Société Absorbée a son siège social, au plus tard six semaines avant l'assemblée générale appelée à statuer sur la fusion transfrontalière, et être publié par extrait conformément à l'article 74 du code belge.

Information:

Tout actionnaire et associé des sociétés qui fusionnent a le droit, un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social de sa société Absorbante, des documents prescrits par les articles 267 de la loi luxembourgeoise et 772/10 du code belge, à savoir

- a) le projet commun de fusion;
- b) les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion des trois derniers exercices des sociétés qui fusionnent;
- c) un état comptable arrêté à une date qui ne doit pas être antérieure au premier jour du troisième mois précédant la date du projet commun de fusion au cas où les derniers comptes annuels se rapportent à un exercice dont la fin est antérieure de plus de six mois à la date du projet commun de fusion;
- d) les rapports des organes de direction des sociétés qui fusionnent.

Approbation de la fusion:

En vertu des articles 271 et 272 de la loi luxembourgeoise et des articles 700 et 701 du code belge, les décisions d'approbation de la fusion doivent être prises de manière concordantes au sein de chacune des sociétés qui fusionnent par des assemblées générales extraordinaires dont les procès-verbaux doivent, à peine de nullité, être établis par acte authentique.

Contrôle:

Conformément aux articles 271 de la loi luxembourgeoise, 772/12 et 772/13 du code belge, chaque notaire doit vérifier et attester l'existence et la légalité, tant interne qu'externe, des actes et formalités incombant à la société auprès de laquelle il instrumente en vertu de la loi qui la régit et il délivre sans délai un certificat attestant de façon incontestable l'accomplissement correct des actes et des formalités préalables à la fusion transfrontalière.

Réalisation de la fusion:

En droit luxembourgeois, par application de l'article 273ter qui déroge aux articles 272 et 273, la fusion par absorption d'une société de droit étranger est réalisée et prend effet à l'égard des tiers à partir de la date de la publication au Mémorial C du procès-verbal de l'assemblée générale de la société absorbante qui décide la fusion. Cette date doit être postérieure à l'accomplissement des contrôles exercés par les notaires instrumentant la fusion et à la réception des certificats afférents.

En droit belge, par application de l'article 772/14, la fusion transfrontalière par absorption prend effet à la date à laquelle le notaire instrumentant constate la réalisation de la fusion à la requête des sociétés qui fusionnent sur présentation des certificats et autres documents justificatifs de l'opération. Cet acte est déposé et publié par extrait.

Prise d'effet comptable:

Du point de vue comptable, les opérations de la Société Absorbée sont à considérer comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à la date du 1^{er} janvier 2011.

7. Droits assurés par la société absorbante aux actionnaires ayant des droits spéciaux ou à des porteurs de titres autres que des actions. Il n'existe pas de catégories d'actionnaires ayant des droits spéciaux ou de détenteurs de titres autres que des actions ni de la Société Absorbante ni de la Société Absorbée. Ce point est donc sans objet.

8. Avantages particuliers attribués aux administrateurs et aux commissaires aux comptes des sociétés participant à la fusion. Aucun avantage particulier n'est prévu en faveur des administrateurs et des commissaires aux comptes des sociétés participant à la fusion.

9. Avantages particuliers attribués en faveur des experts. Dans la mesure où il n'est pas nécessaire, dans le cadre de la fusion en objet, d'établir le rapport d'expert visé à l'article 266 de la loi luxembourgeoise et à l'article 772/9§4 du code belge des sociétés, ce point est sans objet.

10. Information sur les procédures relatives à l'implication des travailleurs. La Société Absorbante et la Société Absorbée n'ayant pas de travailleurs, il n'est pas nécessaire de fournir les informations sur les procédures selon lesquelles sont fixées les modalités relatives à l'implication des travailleurs dans la définition de leurs droits de participation dans la Société Absorbante.

11. Répercussions de la fusion transfrontalière sur l'emploi. L'opération objet du présent projet de fusion n'aura aucune répercussion sur l'emploi.

12. Information sur l'évaluation des éléments patrimoniaux actifs et passifs qui sont transférés à la société absorbante. Les éléments patrimoniaux actifs et passifs qui composent le bilan de la Société Absorbée SASTRIAKO BVBA sont évalués sur la base de leur valeur comptable telle qu'elle résulte de la situation patrimoniale au 31 décembre 2010.

13. Date de référence de la situation patrimoniale ou du bilan des sociétés participant à la fusion. La fusion par absorption de la société SASTRIAKO BVBA par la société LUXNOVA S.A. aura lieu en ayant pour référence la situation patrimoniale de la Société Absorbante LUXNOVA S.A. et de la Société Absorbée SASTRIAKO BVBA au 31 décembre 2010.

14. Modalités d'exercice des droits des créanciers et adresse à laquelle les créanciers peuvent obtenir gratuitement des informations sur ces modalités. Pour la Société Absorbante LUXNOVA S.A., les créanciers qui détiennent une créance envers la société à la date de publication de l'acte constatant la fusion, ont droit, en vertu de l'article 268 de la loi

luxembourgeoise, dans les deux mois à compter de cette publication, de demander au président de la Chambre du Tribunal de la circonscription de Luxembourg siégeant en matière commerciale, la constitution de sûretés pour garantir les créances échues et non échues, dans le cas où l'opération de fusion réduirait leurs garanties.

Des informations complémentaires, ultérieures et exhaustives peuvent être demandées gratuitement au siège social de la Société Absorbante: 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, en s'adressant à Monsieur Gilles Wecker.

Pour la Société Absorbée SASTRIAKO BVBA, les créanciers qui détiennent une créance envers la société à la date de publication de la notification ont droit, en vertu de l'article 684 du code belge des sociétés, dans les deux mois de la publication aux Annexes du Moniteur belge des actes constatant la fusion ou la scission, d'exiger une sûreté, nonobstant toute convention contraire.

Des informations complémentaires, ultérieures et exhaustives peuvent être demandées gratuitement au siège social de la Société Absorbée: 265, coupure links B-9000 Gent, Belgique en s'adressant à Monsieur Siegfried Rombaut.

15. Statuts de la société absorbante.

Texte:

Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société sous forme de société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts.

La Société adopte la dénomination Luxnova S.A.

Art. 2. Siège social. Le siège social de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Le siège social pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales; un tel transfert ne changera rien à la nationalité de la société, qui restera luxembourgeoise.

Art. 3. Objet. Le seul objet de la société est la prise de participations à Luxembourg et / ou de sociétés étrangères, ainsi que l'administration, le développement et la direction de son portefeuille.

De façon générale, la société peut s'engager dans toutes les opérations possibles d'une société constituée sous le régime de la loi luxembourgeoise, pouvant en favoriser l'extension et le développement de son objet.

Art. 4. Durée. La société est constituée pour une durée illimitée.

La société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

Chapitre II. Capital, Actions

Art. 5. Capital souscrit. Le capital souscrit de la société est fixé à trente et un mille Euros (EUR 31.000) divisé en mille (1.000) actions avec une valeur nominative de trente et un Euros (EUR 31) chacune.

Art. 6. Actions. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception des actions pour lesquelles la loi prévoit la forme nominative.

La société a le droit d'émettre des certificats d'actions multiples.

Chapitre III. Conseil d'administration, Nomination d'auditeurs

Art. 7. Conseil d'administration. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'un minimum de trois membres, qui ne doivent pas forcément être actionnaires.

Les administrateurs doivent être élus lors de l'assemblée générale, qui déterminera leur nombre, pour une période ne pouvant dépasser six années, et ils garderont leur poste jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et peuvent être remplacés à tout moment, avec ou sans motif, par résolution de l'assemblée générale.

En cas de vacance d'un ou de plusieurs postes d'administrateurs suite à un décès, de retraite ou autre cause, les membres restants pourront élire suivant la loi un remplaçant pour cette vacance. Dans ce cas, l'assemblée générale ratifie l'élection lors de sa prochaine séance.

Art. 8. Assemblées du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut choisir un président parmi ses membres. Il peut aussi nommer un secrétaire, administrateur ou non, qui sera chargé de tenir le compte rendu de l'assemblée du conseil d'administration et des actionnaires.

Le conseil d'administration peut se réunir à la demande du président. L'assemblée du conseil d'administration peut être convoquée si deux administrateurs l'exigent.

Le président présidera seul toutes les assemblées des actionnaires et du conseil d'administration, mais en son absence, l'assemblée générale ou le conseil désignera un autre administrateur en tant que président temporaire par vote de la majorité présente à une telle assemblée.

Un avis écrit de toute assemblée du conseil d'administration sera remis par courrier normal, électronique ou par télégramme, télécopie à tous les administrateurs au moins 48 heures avant le jour prévu pour une telle assemblée, excepté en cas d'urgence, les raisons seront mentionnées dans l'avis de la réunion de l'assemblée. Cette notification indique le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée.

Cet avis pourra être refusé par consentement écrit, par courrier normal, électronique, par câble, télégramme, télex ou par télécopie de chaque administrateur. Aucun acte séparé n'est requis pour les assemblées tenues à heures et endroits spécifiés dans un programme précédemment adopté par résolution du conseil d'administration.

Tout administrateur peut participer à toute assemblée du conseil d'administration en nommant par écrit, câble, télégramme, télex, télécopie, un autre administrateur comme mandataire.

Le conseil d'administration peut délibérer ou agir de façon valable seulement si au moins une majorité d'administrateurs est présente.

Les décisions seront prises par une majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à une telle assemblée.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent participer à une assemblée du conseil par différents moyens tels que la conférence téléphonique ou par d'autres moyens semblables de communication qui permettent donc à plusieurs personnes de participer simultanément à l'écoute des uns et des autres.

Une telle participation sera présumée au même titre que la présence physique à l'assemblée.

Une décision écrite, signée par tous les administrateurs, est authentique et valable comme si elle avait été adoptée lors d'une assemblée du conseil d'administration, laquelle a été dûment convoquée et tenue.

Une telle décision peut être rédigée dans un seul document ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu.

Art. 9. Procès-Verbaux des Assemblées du Conseil d'Administration. Les procès-verbaux des assemblées du conseil d'administration seront signés par le président de l'assemblée et par un autre administrateur. Les procurations y seront jointes.

Les copies et extraits de tels procès-verbaux, seront établis selon les procédures légales ou d'une autre manière, seront signés par le président du conseil d'administration.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de dispositions et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents articles de l'assemblée générale des actionnaires seront de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut décider d'instituer un ou plusieurs comités dont les membres peuvent être administrateurs ou non.

Dans ce cas, le conseil d'administration pourra nommer les membres du ou des comités et déterminer leurs pouvoirs.

Art. 11. Délégation des pouvoirs. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société lors de cette gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants, agents, employés, actionnaires ou non-actionnaires ou déléguer des pouvoirs ou procurations spécifiques, ou confier des fonctions déterminées, permanentes ou temporaires à des personnes ou représentants choisis par lui.

La délégation de la gestion journalière à un membre du conseil est soumise à une autorisation préalable établie par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 12. Représentation de la société. Vis-à-vis de tiers, la société sera engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature individuelle de la personne à qui a été délégué la gestion journalière de la société, ou par la signature conjointe ou individuelle des personnes auxquelles un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil d'administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 13. Nomination des auditeurs. La société sera surveillée par un ou plusieurs auditeurs, qui ne doivent pas forcément être actionnaires.

Les auditeurs seront élus lors de l'assemblée générale, qui déterminera leur nombre, pour une période ne dépassant pas six années, et ils garderont leur poste jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et peuvent être remplacés à tout moment, avec ou sans motif, par résolution de l'assemblée générale.

Chapitre IV. Assemblées des actionnaires

Art. 14. Pouvoirs de l'assemblée des actionnaires. Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires. Sous réserve des dispositions de l'article 9 précité, elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes en relation avec les activités de la Société.

Art. 15. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle sera tenue au Grand-Duché de Luxembourg, au siège social de la société ou à tout autre endroit spécifié dans l'avis de convocation, le dernier jour du mois de mai de chaque année, à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée sera reportée au premier jour ouvrable suivant.

Art. 16. Autres assemblées générales. Le conseil d'administration ou les auditeurs peuvent ordonner d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être ordonnées si au moins 1/5 (un cinquième) du capital de la société l'exige.

Les assemblées générales, inclus l'assemblée générale annuelle, peuvent être tenues à l'étranger, si le conseil d'administration le juge nécessaire, qui sera définitif, en cas de force majeure.

Art. 17. Procédure, Vote. Les assemblées générales seront convoquées conformément aux conditions fixées par la loi.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes les autres conditions qui doivent être remplies afin de participer à l'assemblée des actionnaires.

Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix.

Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions sont prises quel que soit le nombre d'actions représentées, à la majorité simple.

Les copies et extraits de tels procès-verbaux, seront établis selon des procédures légales ou d'une autre manière, seront signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Chapitre V. Année sociale, Bilan, Répartition des bénéfices

Art. 18. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration et les auditeurs établissent les comptes annuels et le compte des profits et pertes. Ils soumettent ces documents ensemble avec un rapport des opérations de la société au moins un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle aux auditeurs qui établiront un rapport contenant leurs commentaires sur ces documents.

Art. 19. Affectation des profits. Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint un dixième (1/10) du capital souscrit.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un ou plusieurs comptes de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année fiscale ou de le distribuer aux actionnaires comme dividende.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date du paiement de ces acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 20. Dissolution, Liquidation. La société pourra être dissoute à tout moment par décision d'une assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf disposition contraire de la loi.

Lors de la dissolution de la société, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs et détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Chapitre VII. Disposition générale

Art. 21. Disposition générale. Tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et ses lois modificatives.

**Suit la version en langue néerlandaise du projet commun de fusion
Volgt de nederlandse versie van het gemeenschappelijk fusievoorstel**

FUSIE VOORSTEL

TUSSEN

LUXNOVA S.A.

overnemende vennootschap

Naamloze vennootschap

Zetel: 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg

Commercieel en Vennootschappen Register van Luxembourg

Sektion B nummer 103798

maatschappelijk kapitaal: € 31.000,- volledig volgestort

EN

SASTRIAKO BVBA

overgenomen vennootschap

Société Privée à Responsabilité Limitée

Besloten Vennootschap met Beperkte Aansprakelijkheid

Zetel: 265, coupure links B-9000 Gent, Belgique

Kruispuntbank van Vennootschappen nummer 0473.280.222

maatschappelijk kapitaal: € 19.500,- volledig volgestort

FUSIEVOORSTEL DOOR OVERNEMING.

Opgesteld overeenkomstig artikels 261 en volgende van luxembourkse wet van 10 augustus 1915 betreffende handelsvennootschappen, als gewijzigd, en artikels 772/1 en volgende van het belgische Wetboek van Vennootschappen, over grensoverschrijdende fusies van kapitaal vennootschappen.

Vennootschappen LUXNOVA S.A. (overnemende vennootschap) en SASTRIAKO BVBA (overgenomen vennootschap) willen fuseren door overneming van de tweede vennootschap door the eerste.

Aangezien dat

i) LUXNOVA S.A., naamloze vennootschap van luxemburgische recht, met zetel te 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, geregistreerd in Commercieel en Vennootschappen Register van Luxembourg van Luxembourg, Sektion B, onder nummer 103798, met een maatschappelijk kapitaal van € 31.000,-, vertegenwoordigd door 3.100 aandelen van elk een nominale waarde van € 10,-, alle volledig geplaatst en volgestort, houdster is van alle aandelen (100%) en van de stemrechtverlenende effecten van de overgenomen vennootschap SASTRIAKO BVBA, een Besloten Vennootschap met Beperkte Aansprakelijkheid van belgische recht, met zetel te 265, coupure links B-9000 Gent, België, geregistreerd in Kruispuntbank van Vennootschappen onder nummer 0473.280.222, met een maatschappelijk kapitaal van € 19.500,-, vertegenwoordigd door 300 aandelen zonder indicatie van nominale waarde, alle volledig geplaatst en volgestort.

j) Op deze 20 juni 2011, hebben de raden van bestuur van de beide vennootschappen LUXNOVA S.A. (hierna "LUXNOVA" of de "overnemende vennootschap" genoemd) en SASTRIAKO BVBA (hierna "SASTRIAKO" of de "overgenomen vennootschap" genoemd), in onderling samenspraak, besloten om huidig gemeenschappelijk fusievoorstel op te stellen overeenkomstig artikels 261 en volgende van luxembourkse wet van 10 augustus 1915 betreffende handelsvennootschappen, als gewijzigd, en artikels 772/1 en volgende van het belgische Wetboek van Vennootschappen, over grensoverschrijdende fusies van kapitaal vennootschappen.

k) De overnemende vennootschap en de overgenomen vennootschap zijn niet vennootschappen in vereffening of van failliet verklaarde vennootschappen.

l) De omstandig schriftelijk verslag van het bestuursorgaan op waarin de stand van het vermogen van de te fuseren vennootschappen wordt uiteengezet en waarin tevens uit een juridisch en economisch oogpunt de wenselijkheid van de fusie, de voorwaarden en de wijze waarop ze zal geschieden worden toegelicht en verantwoord werd door elk bestuursorgaan gesteld, overeenkomstig artikel 265 van het luxembourgische wet en artikel 772/8 van het belgische wetboek.

m) LUXNOVA (overnemende vennootschap) is de houdster van alle de aandelen van SASTRIAKO (overgenomen vennootschap). Daarom zal de fusie als bedoeld in artikel 278 van de Luxemburgse wet en de artikelen 676 en 772 / 9 § 4 van het Wetboek niet resulteren in de uitgifte van nieuwe aandelen van de overnemende vennootschap in ruil voor aandelen van het overgenomen vennootschap, die eenvoudig zal worden gecompenseerd door het effect van de fusie.

In deze omstandigheden is de wettelijke bepalingen inzake de ruilverhouding, in termen van toekenning van aandelen in de overnemende vennootschap en de datum waarop de aandelen zijn gerechtigd tot deelname in de winst, en die met betrekking tot het opzetten een expert rapport is niet van toepassing.

n) De vennootschappen die betrokken zijn bij de fusie nog niet uitgegeven obligaties of andere financiële instrumenten converteerbaar zijn in aandelen of niet-converteerbare.

o) De overnemende vennootschap en de overgenomen vennootschap hebben geen medewerkers.

p) Er is geen onroerend goed in het vermogen van de overgenomen vennootschap.

Dat gezegd

De besturen van de vennootschappen die betrokken zijn bij de fusie in overeenstemming met de bepalingen van Luxemburg, op grond van artikel 261 van de Luxemburgse wet en in België op grond van artikel 772 / 6 van de Belgische wetboek, de opstellers van de voorgenomen fusie volgt:

GEMEENSCHAPPELIJK FUSIEVOORSTEL

16. Vennootschappen die betrokken zijn bij de fusie.

A) overnemende vennootschap:

Naam: LUXNOVA SA

Rechtsvorm: naamloze vennootschap

Maatschappelijke zetel: 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxemburg

Onderworpen aan de wet: van Luxemburg

Maatschappelijk kapitaal: € 31.000 - volledig betaald

Plaats van registratie: Register van Koophandel en Vennootschappen van Luxemburg

Registratienummer: B103798

B) overgenomen vennootschap:

Naam: SASTRIAKO BVBA

Rechtsvorm: Besloten Vennootschap met Beperkte Aansprakelijkheid

Maatschappelijke zetel: 265, coupure links B-9000 Gent, België

Onderworpen aan de wet: Belgische

Maatschappelijk kapitaal: € 19.500 - volledig betaald

Plaats van registratie: Kruispuntbank van Vennootschappen, België

Registratienummer: 0473.280.222

De vennootschap LUXNOVA NV (overnemende vennootschap) bezit alle aandelen die het volledige aandelenkapitaal van de SASTRIAKO BVBA (overgenomen vennootschap).

17. Statuten van de overnemende vennootschap. De fusie zal niet tot wijzigingen van de Statuten van de overnemende vennootschap LUXNOVA SA, dat wordt weergegeven aan het eind van deze fusie tot een integraal onderdeel te zijn.

18. Uitwisseling verslag. In de mate dat alle aandelen die het kapitaal van de overgenomen vennootschap worden gehouden door de overnemende vennootschap, zal het niet gaan met de uitgifte van nieuwe aandelen van de overnemende vennootschap in ruil voor aandelen van het overgenomen vennootschap, dat simpelweg wordt geannuleerd als een gevolg van de fusie en het is niet noodzakelijk om verdere begeleiding rond dit.

19. Toekenning van aandelen modaliteiten. De voorgestelde grensoverschrijdende fusie resulteert niet in een verhoging van het kapitaal van de overnemende vennootschap LUXNOVA SA of de uitgifte van nieuwe aandelen van deze laatste, is het niet nodig om vast te stellen de wijze van toekenning van aandelen van de overnemende vennootschap.

20. Date winstdeling. De voorgestelde grensoverschrijdende fusie resulteert niet in een verhoging van het kapitaal van de overnemende vennootschap LUXNOVA SA of de uitgifte van nieuwe aandelen van deze laatste, is het niet nodig om vast de datum vanaf welke aandelen of aandelen in het kapitaal zou hebben gegeven het recht om deel te nemen in de winst alsmede elke bijzondere regeling betreffende dit recht.

21. Procédure, inwerkingtreding van de fusie en datum van toewijzing van activiteiten van de overgenomen vennootschap in de balans van de overnemende vennootschap.

Publiciteit van het fusievoorstel:

In het Groothertogdom Luxemburg op grond van artikel 262 van de Luxemburgse wet, de gezamenlijke fusie noemen een aantal specifieke instructies aan het kruis, te publiceren in overeenstemming met artikel 9 van de Luxemburgse wet, een maand in ieder geval vóór de datum van de vergadering van de algemene vergadering van de overnemende vennootschap worden opgeroepen om te stemmen over de fusie, kan deze publicatie alleen plaatsvinden na indiening van de voorgenomen fusie met de griffie van Koophandel en Vennootschappen van Luxemburg.

In België, op grond van artikel 772 / 7 van de Belgische Code, moet het voorgestelde grensoverschrijdende fusie worden ingediend bij de griffie van de rechtbank van koophandel waar het overgenomen vennootschap is ten laatste zes weken hoofdkantoor voor de algemene vergadering uitspraak te doen over het kruis, en worden gepubliceerd als een uittreksel in overeenstemming met artikel 74 van de Belgische wet.

Informatie:

Elke aandeelhouder en partner van de fuserende vennootschappen het recht hebben, ten minste een maand voorafgaand aan de vergadering van de algemene vergadering opgeroepen om te stemmen over de fusie, de acquisitie, het hoofdkwartier van de overnemende vennootschap, de documenten die bij de artikels 267 van de Luxemburgse wet en 772/10 van de Belgische wetboek, namelijk.

- a) het gemeenschappelijk fusievoorstel;
- b) de jaarlijkse rekeningen en het beheer verslagen van de laatste drie jaar van de fuserende vennootschappen;
- c) een boekhoudkundige verklaring opgesteld op een datum die niet mogen eerder worden dan de eerste dag van de derde maand voorafgaand aan de datum van de gezamenlijke fusie indien de laatste jaarrekening betrekking heeft op een periode waarvan het einde is eerder dan zes maanden na de datum van de gezamenlijke fusie;
- d) verslagen bestuursorganen van de fuserende vennootschappen.

Goedkeuring van de fusie:

Onder rubrieken 271 en 272 van de Luxemburgse wet en secties 700 en 701 van het Belgische Wetboek, moeten besluiten om de fusie goed te keuren worden genomen, zodat consistent zijn in elk van de fuserende vennootschappen

voor de buitengewone algemene vergaderingen die notulen moeten, op straffe van nietigheid, worden vastgesteld door daad.

Control:

Op grond van artikel 271 van de Luxemburgse wet, 772/12 en 772/13 van het Belgische Wetboek, iedere notaris moet controleren en certificeren van het bestaan en de rechtmatigheid, zowel intern als extern, van de handelingen en formaliteiten van de vennootschap waarvan hij of zij krachtens de wet inzake het en meteen een certificaat waaruit blijkt dat de correcte uitvoering van de handelingen en formaliteiten voorafgaand aan het kruis.

Realisatie van de fusie:

Naar Luxemburgs recht, op grond van artikel 273ter die afwijkt van de artikelen 272 en 273, is de fusie van een buitenlands vennootschap gemaakt en is effectief tegen derden met ingang van de datum van publicatie in Memorial C van de notulen van de algemene vergadering van de overnemende vennootschap voor de fusie te beslissen. Deze datum moet na de inspecties uitgevoerd door de notaris in de fusie en de ontvangst van de desbetreffende certificaten.

Volgens de Belgische wet, op grond van artikel 772/14, grensoverschrijdende fusie via overneming wordt van kracht vanaf de datum waarop de notaris vindt de voltooiing van de fusie op verzoek van de fusierende vennootschappen op vertoon van certificaten en andere documenten van de operatie. Deze actie is ingediend en gepubliceerd als een extract.

Effectieve hoeveelheid:

Vanuit boekhoudkundig oogpunt moeten de activiteiten van net overgenomen vennootschap worden beschouwd als volledig voor rekening van de overnemende vennootschap met ingang van 1ste januari 2011.

22. Rechten die de overnemende vennootschap toekent aan de aandeelhouders van de overgenomen vennootschap, Die bijzondere rechten hebben, En aan de houders van andere effecten dan aandelen, Of de jegens hen voorgestelde maatregelen (artikel 719, lid 2, 3° van het wetboek van vennootschappen). Er zijn geen categorieën van aandeelhouders met bijzondere rechten van houders van andere effecten dan aandelen of de overnemende vennootschap of de overgenomen vennootschap. Dit punt is zonder object.

23. Bijzonder voordeel toegekend aan bestuurders en commissarissen die aan fusie deel nemen. Geen bijzonder voordeel is voorzien voor bestuurders en commissarissen van de vennootschappen die betrokken zijn bij de fusie.

24. Bijzonder voordeel toegekend voor experts. In de mate dat het niet nodig is, als onderdeel van de fusie in kwestie, het vaststellen van de deskundige verslag aan het in artikel 266 van de Luxemburgse wet en van artikel 772 / 9 § 4 van het Wetboek bedoelde Belgische vennootschappen, dit punt is zonder object.

25. Informatie over procedures volgens welke de voorwaarden zijn vastgesteld voor de betrokkenheid van de werknemers. De overnemende vennootschap en de overgenomen vennootschap zonder werknemers, is het niet nodig om informatie te verstrekken over de procedures volgens welke de voorwaarden zijn vastgesteld voor de betrokkenheid van de werknemers bij de vaststelling van hun rechten om deel te nemen in de overnemende vennootschap.

26. Impact van grensoverschrijdende fusie voor de werkgelegenheid. De operatie die onder deze voorgenenomen fusie heeft geen gevolgen voor de werkgelegenheid.

27. Informatie over de evaluatie van actieve en passieve elementen die overgaan op de overnemende vennootschap. De activa en passiva erfgoed-elementen die deel uitmaken van de balans van het overgenomen vennootschap SASTRIAKO BVBA worden geëvalueerd op basis van hun boekwaarde als gevolg van de activa op 31 december 2010.

28. Referentie datum van de vermogenssituatie en balans van de vennootschappen die aan de fusie deelnemen. De fusie van de vennootschap SASTRIAKO BVBA door de vennootschap LUXNOVA SA zal plaatsvinden met betrekking tot de activa van de overnemende vennootschap LUXNOVA SA en de overgenomen vennootschap SASTRIAKO BVBA op 31 december 2010.

29. Voorwaarden voor uitoefening van de rechten van crediteuren en adres waar de crediteuren gratis informatie te kunnen krijgen over deze modaliteiten. Voor de overnemende vennootschap LUXNOVA SA, crediteuren dat een vordering tegen de vennootschap op de datum van publicatie van de akte van de fusie te houden, recht, op grond van artikel 268 van de Luxemburgse wet, binnen twee maanden van deze publicatie, aan de voorzitter van het Huis van het Hof van het district van Luxemburg omgaan met handelszaken te vragen, tot de oprichting van zekerheid te bieden de schulden te wijten en niet vervallen, indien de fusie zouden verminderen hun gegarandeerd.

Aanvullende informatie, latere en volledig kan worden aanvraagd op de zetel van de overnemende vennootschap: 2-4, avenue Marie-Therese, L-2132 Luxemburg, het aanpakken van de heer Gilles Wecker.

Voor het overgenomen vennootschap SASTRIAKO BVBA, zijn schuldeisers die een vordering tegen de vennootschap op de datum van publicatie van de aankondiging te houden recht op grond van artikel 684 van het Wetboek van vennootschappen, binnen twee maanden na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad handelingen waaruit de fusie of splitsing, een zekerheid verlangen, niettegenstaande anders is overeengekomen.

Aanvullende informatie, latere en volledig kan worden aanvraagd op de zetel van de overnemende vennootschap: 265, coupure links B-9000 Gent, België, het aanpakken van de heer Siegfried Rombaut.

30. Statuten van de overnemende vennootschap.

Tekst:

Hoofdstuk I. Vorm, Naam, Zetel, Voorwerp, Duur

Art. 1. Vorm, Naam. Het wordt gevormd tussen de aandelnemers en al degenen die worden eigenaren van de aandelen na een gevestigd vennootschap als een naamloze vennootschap worden beheerst door de wetten van het Groothertogdom Luxemburg en door deze Statuten.

De vennootschap neemt de naam Luxnova SA

Art. 2. Hoofdkwartier. Het hoofdkantoor van de vennootschap is gevestigd in de stad Luxemburg.

Het hoofdkantoor kunnen worden overgedragen door eenvoudige beslissing van de raad van bestuur op een andere plaats in het Groothertogdom Luxemburg.

Wanneer buitengewone gebeurtenissen van politieke, economische of sociale, zoals de normale activiteit op het hoofdkantoor of het hoofdkwartier van de communicatie met het buitenland zal plaatsvinden of dreigende aantasting, kan het hoofdkantoor tijdelijk worden overgedragen aan de in het buitenland tot de omstandigheden volledig teruggekeerd naar normaal, zal een dergelijke overdracht geen verandering in de nationaliteit van de vennootschap, die zal blijven in Luxemburg gevestigd.

Art. 3. Object. Het enige doel van de vennootschap is het doen van investeringen in Luxemburg en / of buitenlandse vennootschappen, en de administratie, de ontwikkeling en het beheer van haar portefeuille.

In het algemeen kan de vennootschap bezighouden met alle mogelijke activiteiten van een vennootschap naar Luxemburgs recht, die de uitbreiding en ontwikkeling van haar doel kunnen bevorderen.

Art. 4. Periode. De vennootschap is opgericht voor onbepaalde duur.

De vennootschap kan ontbonden worden te allen tijde bij besluit van de algemene vergadering van aandeelhouders als wijzigingen in de Statuten.

Hoofdstuk II. Capital, Aandelen

Art. 5. Geplaatst kapitaal. Het geplaatste kapitaal van de vennootschap is ingesteld op éénendertigduizend Euro (EUR 31.000) gedeeld door een duizend (1.000) aandelen met een nominale waarde van eenendertig euro (EUR 31) elk.

Art. 6. Voorraad. De aandelen zijn op naam of aan toonder, naar keuze van de aandeelhouder, met uitzondering van aandelen waarvan de wet bepaalt naam.

De vennootschap heeft het recht om meerdere delen uit te geven.

Hoofdstuk III. Raad van Bestuur, Benoeming van Commissarissen.

Art. 7. Raad van Bestuur. De vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur bestaande uit ten minste drie leden, die hoeft niet te worden aandeelhouders.

Bestuurders moeten worden gekozen op de algemene vergadering, die zal hun aantal te bepalen, voor een periode van ten hoogste zes jaar, en ze houden hun functie totdat hun opvolgers zijn gekozen. Ze zijn herkozen en kan worden vervangen op elk gewenst moment met of zonder reden, bij besluit van de Algemene Vergadering.

In het geval van leegstand van een of meer mandaten na een overlijden, pensionering of een andere oorzaak, zullen de overige leden worden gekozen volgens de wet een vervanging voor de vacature. In dit geval, de Algemene Vergadering bekrachtigt de verkiezing tijdens zijn volgende zitting.

Art. 8. Vergaderingen van de Raad van Bestuur. De raad van bestuur kunnen kiezen een voorzitter uit zijn leden. Het kan ook een secretaris, beheerder of niet, wie zal de notulen van de vergadering van het bestuur en aandeelhouders.

Het bestuur kan bijeenkomen op verzoek van de President. De vergadering van de raad van bestuur kan worden samengeroepen wanneer twee beheerders nodig.

De president zit alle vergaderingen van de enige aandeelhouder en de raad, maar in zijn afwezigheid, van de Algemene Vergadering of de raad van bestuur een andere bestuurder tijdelijk te benoemen tot voorzitter van stemmen van de meerderheid aanwezig zijn op deze vergadering.

Schriftelijk een vergadering van de Raad van Bestuur zal worden gegeven door mail, post of per telegram, fax naar alle bestuurders ten minste 48 uur vóór de geplande datum voor deze vergadering, behalve in noodgevallen, zal de redenen daarvoor worden die in de oproeping tot de vergadering van de Vergadering. Deze kennisgeving vermeldt de plaats en de agenda van de vergadering.

Deze kennisgeving kan worden geweigerd toestemming schriftelijk, per mail, post, telegram, telex of telefax van elke bestuurder. Geen apart document is nodig voor vergaderingen op tijdstippen en locaties die in een programma dat eerder aangenomen bij besluit van de raad van bestuur.

Elke bestuurder kan wonen de vergadering van de Raad van Bestuur door de benoeming in te schrijven, kabel, telegram, telex, fax, een andere bestuurder als proxy.

De raad van bestuur kan beraadslagen of handeling enkel geldig als ten minste een meerderheid van de aanwezige bestuurders.

Besluiten worden genomen met een meerderheid van stemmen van de bestuurders aanwezig of vertegenwoordigd zijn op deze vergadering.

Een of meer bestuurders kan deelnemen aan een vergadering van de raad op verschillende manieren, zoals Conference call of vergelijkbare vormen van communicatie dus kunnen meer mensen tegelijk mee naar elkaar luisteren.

Een dergelijke deelneming wordt geacht net zoals de fysieke aanwezigheid op de vergadering.

Een schriftelijke beslissing ondertekend door alle bestuurders, is authentiek en geldig als het was genomen in een vergadering van de raad, die naar behoren werd bijeengeroepen en gehouden.

Zo'n beslissing kan worden in een document of in meerdere afzonderlijke documenten met dezelfde inhoud.

Art. 9. Notulen van de vergaderingen van de raad. De notulen van de vergaderingen van de raad van bestuur wordt ondertekend door de voorzitter van de vergadering en door een andere beheerder. Volmachten zal worden gehecht.

Afschriften en uittreksels van deze notulen worden opgesteld in overeenstemming met de wettelijke procedures of anderszins, worden ondertekend door de voorzitter van de Raad van Bestuur.

Art. 10. Bevoegdheden van de Raad van Bestuur. Het bestuur is bekleed met de meest uitgebreide bevoegdheden om alle handelingen en administratieve voorzieningen ten behoeve van de samenleving uit te voeren.

Alle bevoegdheden die niet uitdrukkelijk voorbehouden door de wet of deze Statuten van de algemene vergadering van aandeelhouders zal de verantwoordelijkheid van de raad van bestuur.

Het bestuur kan besluiten een of meer commissies waarvan de leden kunnen bestuurders of niet vast te stellen.

In dit geval kan de raad van bestuur benoemen leden of commissies en bepaalt hun bevoegdheden.

Art. 11. Delegatie van bevoegdheden. De raad van bestuur kan het dagelijks bestuur van de vennootschap en de vertegenwoordiging van de samenleving in dit dagelijks bestuur aan een of meer directeuren, managers, agenten, werknemers, aandeelhouders en niet-aandeelhouders of gevolmachtigden of delegeren autoriteit specifieke functies of toevertrouwen bepaald permanente of tijdelijke aan personen of vertegenwoordigers van door hen gekozen.

De delegatie van het dagelijks bestuur aan een bestuurder wordt onderworpen aan een voorafgaande vergunning van de algemene vergadering van aandeelhouders.

Art. 12. Vertegenwoordiging van de vennootschap. Vis-à-vis derden, zal de vennootschap worden ingezet door de gezamenlijke handtekeningen van twee bestuurders of door de individuele handtekening van de persoon die heeft gedelegeerd het dagelijks bestuur van de vennootschap, noch door de gezamenlijke handtekeningen of enkele Personen aan wie zoals het ondertekenen van gezag is gedelegeerd door het bestuur, maar alleen binnen de grenzen van die macht.

Art. 13. Benoeming van de Commissaris. De vennootschap zal worden begeleid door een of meer commissarissen die hoeft niet te worden aandeelhouders.

De commissarissen zullen worden verkozen op de algemene vergadering, die zal hun aantal te bepalen, voor een periode van ten hoogste zes jaar, en ze houden hun functie totdat hun opvolgers zijn gekozen. Ze zijn herkozen en kan worden vervangen op elk gewenst moment met of zonder reden, bij besluit van de Algemene Vergadering.

Hoofdstuk IV. Aandeelhoudersvergaderingen

Art. 14. Bevoegdheden van de algemene vergadering van aandeelhouders. Een algemene vergadering van aandeelhouders vertegenwoordigt alle aandeelhouders naar behoren. Met inachtneming van het bepaalde in artikel 9 hierboven, heeft de meest uitgebreide bevoegdheden om de orde, uit te voeren of te bekrachtigen handelingen met betrekking tot de activiteiten van de Vennootschap.

Art. 15. Jaarlijkse Algemene Vergadering. De Algemene Vergadering zal worden gehouden in het Groothertogdom Luxemburg, het hoofdkantoor van de vennootschap of een andere locatie vermeld in het bericht, de laatste dag van mei van elk jaar, om 11.00 uur.

Indien deze dag een feestdag is, wordt de vergadering uitgesteld tot de eerstvolgende werkdag.

Art. 16. Andere algemene vergaderingen. De raad van bestuur of de commissarissen kunnen om andere algemene vergaderingen. Dergelijke bijeenkomsten moeten worden georganiseerd indien ten minste 1/5 (een vijfde) van het kapitaal van de vennootschap nodig heeft.

De algemene vergaderingen, waaronder de jaarlijkse algemene vergadering kan in het buitenland worden gehouden indien de raad noodzakelijk acht, die definitief in geval van overmacht.

Art. 17. Procédure, Vote. De algemene vergadering wordt bijeengeroepen in overeenstemming met de voorwaarden die door de wet bepaalde.

Als alle aandeelhouders aanwezig of vertegenwoordigd zijn en zeiden dat ze leerden van de agenda van de vergadering kan worden vastgesteld zonder voorafgaande kennisgeving.

Aandeelhouders kunnen deelnemen aan vergaderingen door de benoeming schriftelijk, via de kabel, telegram, telex agent, die niet mogen worden een aandeelhouder.

De raad van bestuur kan bepalen alle andere voorwaarden waaraan moet worden voldaan om deel te nemen in de algemene vergadering.

Onderworpen aan wettelijke beperkingen, elk aandeel geeft recht op een stem.

Tenzij anders bepaald door de wet, worden de beslissingen ongeacht gemaakt van het aantal aandelen dat vertegenwoordigd door een gewone meerderheid.

Afschriften en uittreksels van deze notulen, zal worden gebaseerd op een gerechtelijke procedure of anderszins, worden ondertekend door de voorzitter van de raad van bestuur of door twee bestuurders.

Hoofdstuk V. Boekjaar, Balans, Verdeling van de winst

Art. 18. Jaar Naam. Het jaar begint 1 januari en eindigt op 31 december van elk jaar.

De raad van bestuur en commissarissen stellen de jaarrekening en de winst-en verliesrekening. Zij betogen deze documenten samen met een verslag van de activiteiten van de vennootschap ten minste een maand voorafgaand aan de Algemene Vergadering dat de accountants een verslag met hun opmerkingen over deze documenten.

Art. 19. Bestemming van het resultaat. Elk jaar wordt vijf procent (5%) van de netto-inkomsten worden toegerekend aan de wettelijke reserve. Deze toewijzing is niet meer verplicht wanneer de wettelijke reserve een tiende (1/10) van het geplaatste kapitaal.

Op aanbeveling van de Raad van Bestuur de algemene vergadering van aandeelhouders beslist over de toewijzing van de jaarlijkse netto winst. Het kan besluiten om alle of een deel van het saldo te betalen aan een of meer reserverekeningen of bepaling, over te dragen naar het volgende boekjaar of te distribueren aan aandeelhouders als dividend.

Het bestuur kan een uitkering van interim-dividenden onder de voorwaarden die door de wet. Het bepaalt het bedrag en de datum van betaling in termijnen.

Hoofdstuk VI. Ontbinding, Vereffening

Art. 20. Ontbinding; Vereffening. De vennootschap kan ontbonden worden te alien tijde bij besluit van een algemene vergadering met dezelfde quorum en meerderheid als die nodig zijn voor wijziging van de statuten, tenzij anders bepaald door de wet.

Bij de ontbinding van de corporatie, de algemene regel de wijze van vereffening en benoemt een of meer vereffenaars en bepaalt hun bevoegdheden en vergoeding.

Hoofdstuk VII. Algemene bepaling

Art. 21. Algemene bepaling. Alle openstaande kwesties met deze statuten, de partijen verwijzen en aan de wet van 10 augustus 1915 op de commerciële vennootschappen, en de wijziging van wetten.

Luxembourg, le 27 juin 2011.

Patrick VAN HEES

Par délégation des conseils d'administration

Référence de publication: 2011092126/631.

(110103494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 2011.

Euro Carbon GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 161.714.

STATUTES

In the year two thousand eleven, on the twenty-seventh day of June.

Before the undersigned Maître Edouard Delosch, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) Mr Laurent Segalen, residing professionally at 27 Throgmorton Street, London EC2N 2AN, United Kingdom, here represented by Miss Jeannette Vaude-Perrin, maître en droit residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in London, on 21 June 2011;

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which such appearing party declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner(s) of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in future, a société à responsabilité limitée (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the company is to acquire and hold a participation in Euro Carbon SCA, SICAV-SIF, a société d’investissement à capital variable qualifying as a fonds d’investissement spécialisé that shall be organized as a société en commandite par actions and incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “SIF”), and to act as its general partner and manager and shareholder with unlimited liability.

The Company may also hold interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, acquire by purchase, subscription or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and manage, control and develop its portfolio.

The Company may carry out any commercial or financial activities which it may deem useful in the accomplishment of its purposes.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited duration.

Art. 4. The Company will assume the name of "Euro Carbon GP S.à r.l.".

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same borough, the registered office may be transferred through resolution of the board of managers. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad through resolution of the board of managers.

B. Share capital – Shares

Art. 6. The Company’s share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least. The existing shareholders shall have a preferential subscription right in proportion to the number of shares held by each of them in case of contribution in cash.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint coowners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company’s shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders at a majority representing at least three quarters of the voting rights of the surviving shareholders.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company is managed by several managers, who do not need to be shareholders.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed for legitimate reasons only.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of any two managers or by the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of managers.

Art. 12. The board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by electronic mail (without electronic signature), except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be

omitted in case of assent of each manager in writing, by electronic mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by electronic mail (without electronic signature) or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

The board of managers may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all managers on a single document or on multiple counterparts, a copy of an original signature by mail, facsimile or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

Art. 14. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the company.

Art. 15. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Supervision of the company

Art. 16. In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditor(s) and shall determine their term of office.

Any statutory auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, the institution of statutory auditor(s) is suppressed.

Any independent auditor may only be removed with cause or with its approval by the general meeting of shareholders.

E. Decisions of the sole shareholder – Collective decisions of the shareholders

Art. 17. The Shareholders exercise their collective rights in the general. meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of incorporation, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of incorporation is to be construed as being a reference to the "sole shareholder".

The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of incorporation.

In case of plurality of shareholders and if the number of shareholders does not exceed twenty-five (25), instead of holding general meetings of shareholders, the shareholders may also vote by resolution in writing, subject to the terms and conditions of the law. To the extent applicable, the provisions of these articles of incorporation regarding general meetings of shareholders shall apply with respect to such vote by resolution in writing.

Art. 18. The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of managers, by the statutory auditor(s), if any, or by shareholders representing in the aggregate more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, an annual general meeting must be held at the registered office of the Company or at such other place in the municipality where the Company's registered office is located as may be specified in the notice of such meeting. The annual general meeting of shareholders must be convened within a period of six (6) months from closing the Company's accounts.

The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 19. A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed notably of a chairman and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of managers. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

Each share entitles to one (1) vote.

Unless otherwise provided by law or by these articles of incorporation, resolutions of the shareholders are validly passed when adopted by shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital on first call. If such majority has not been reached on first call, the shareholders shall be convened or consulted for a second time. On second call, the resolutions will be validly adopted with a majority of votes validly cast, regardless of the portion of capital represented.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

Each shareholder may vote at a general meeting of shareholders through a signed voting form sent by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. Voting forms which indicate neither the direction of the vote nor an abstention are void. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of shareholders which they relate to.

The board of managers may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 20. The amendment of the articles of incorporation requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

Art. 21. The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of managers or by any two of its members.

F. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 22. The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 23. Each year on the last day of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 24. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders.

The board of managers is authorised to distribute interim dividends in case the funds available for distribution are sufficient.

The share premium is freely distributable to the shareholders by the shareholders' meeting or by the board of managers.

G. Dissolution – Liquidation

Art. 25. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 26. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and Payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the said partie, represented as stated here above, declare to subscribe for twelve thousand and five hundred (12,500.-) shares and to have them fully paid up in cash of an amount of twelve thousand and five hundred (EUR 12,500.-) euro as follows:

- twelve thousand and five hundred (12,500) shares have been subscribed by Mr Laurent Segalen prenamed.

Proof of such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is now available to the Company.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2011.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately nine hundred euro (EUR 900.-).

General meeting

The above named person, representing the entire subscribed capital has immediately proceeded to pass the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg
2. The following persons are appointed members of the board of managers of the Company for an unlimited duration:
 - Laurent Segalen, born in Neuilly s/Seine (France), on 22 August 1963, residing professionally at 27 Throgmorton Street, London EC2N 2AN, United Kingdom;
 - Nicolas Guyard, born in Boulogne s/Seine (France), on 11 December 1963, residing professionally 37 Thurloe Street, London SW7 2LQ (United Kingdom);
 - Jacobus Johannes Battjes, born in Ropen (The Netherlands), on 22 October 1969, residing professionally at 27 Throgmorton Street, London EC2N 2AN, United Kingdom.

The general meeting authorizes the board of managers of the Company to delegate the day to day management of the Company as well as the representation of the Company in connection therewith to one or more of its members.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the representative of the above-appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the notary by his name, first name, civil status and residences, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil onze, le vingt-septième jour du mois de juin,

Par-devant nous Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Rambrouch, Grand Duché de Luxembourg,

A comparu:

1) M Laurent Segalen, résidant professionnellement à 27 Throgmorton Street, London EC2N 2AN, Royaume Uni, représenté aux présentes par Mlle Jeannette Vaude-Perrin, maître en droit résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration conférée le 21 juin 2011 à Londres.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par la partie comparante et le notaire, est jointe au présent acte pour être enregistrée avec lui auprès des autorités d'enregistrement.

La partie comparante, agissant ès qualité comme indiqué ci-dessus, demande au notaire instrumentant de recevoir l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituée, ainsi que les statuts qui sont exposés ci-après:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet l'acquisition et la détention de participations dans Euro Carbon SCA, SICAV-SIF, une société d'investissement à capital variable qualifiée de fonds d'investissement spécialisé, sous forme de société en commandite par actions de droit luxembourgeois (le «SIF»), et d'agir en tant qu'associé gérant commandité de ce SIF, et seul gérant et associé indéfiniment et solidairement responsable des dettes de ce SIF.

La Société peut également prendre toutes participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et réaliser toutes autres formes de placements, procéder à l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi qu'à l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et gérer, contrôler et valoriser ces participations.

La Société peut exercer toute activité commerciale ou financière qu'elle estimera utile pour la réalisation de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de «Euro Carbon GP S.à r. l.».

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. A l'intérieur de la commune, le siège social pourra être transféré par décision du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du Grand-Duché de Luxembourg ou dans tous autres pays par décision du conseil de gérance.

B. Capital social – Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales, d'une valeur d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant (i) accord de la majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'entre eux en cas de contribution en numéraire.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants.

Art. 10. Le décès, la suspension de droits civils, la faillite ou l'insolvabilité de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

C. Gérance

Art. 11. La Société est gérée par plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle fixera la durée de leur mandat. Ils ne sont révocables que pour des motifs légitimes.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants ou par la signature individuelle de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance.

Art. 12. Le conseil de gérance choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées des associés.

Le conseil de gérance se réunira sur la convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de telles réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion par courrier électronique (sans signature électronique), sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par courrier électronique (sans signature électronique) ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visio-conférence ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les uns les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés. Si au cours d'une séance il y a égalité de voix pour ou contre une résolution, la voix du président de séance est prépondérante.

Le conseil de gérance peut à l'unanimité prendre des résolutions écrites ayant le même effet que des résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil gérance dûment convoqué et s'étant régulièrement tenu. Ces résolutions écrites sont adoptées une fois datées et signées par tous les gérants sur un document unique ou sur des documents séparés, une copie des signatures originales par mail, télécopie ou tout autre moyen de communication étant considéré comme une preuve suffisante. Le document unique avec toutes les signatures ou, le cas échéant, les actes séparés signés par chaque gérant, constitueront l'acte prouvant l'adoption des résolutions, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

Art. 13. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

Art. 14. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Les gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Surveillance de la société

Art. 16. Si et aussi longtemps que la Société a plus que vingt-cinq associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. L'assemblée générale des associés désignera les commissaires aux comptes et déterminera la durée de leur mandat.

Tout commissaire aux comptes peut être démis de ses fonctions à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des associés.

Les commissaires aux comptes ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la Société.

Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, l'institution de commissaires aux comptes est supprimée.

Un réviseur d'entreprise agréé ne peut être démis de ses fonctions que pour cause ou avec son accord par l'assemblée générale des associés.

E. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 17. Les associés de la Société exercent leurs droits collectifs via l'assemblée générale des associés, qui constitue un des organes de la Société.

Si la Société ne possède qu'un seul associé, cet associé exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés. Dans ce cas et lorsque le terme «associé unique» n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence à «l'assemblée générale des associés» utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à «l'associé unique».

L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la loi et par les présents statuts.

En cas de pluralité d'associés et si le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25), les associés peuvent, au lieu de tenir une assemblée générale d'associés, voter par résolution écrite, aux termes et conditions prévus par la loi. Le cas

échéant, les dispositions des présents statuts concernant les assemblées générales des associés s'appliqueront au vote par résolution écrite.

Art. 18. L'assemblée générale des associés de la Société peut à tout moment être convoquée par le conseil de gérance, par le(s) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, ou par les associés représentant au moins cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, et sera tenue au lieu et date précisés dans l'avis de convocation.

Si la Société compte plus de vingt cinq (25) associés, une assemblée générale annuelle des associés doit être tenue au siège social de la Société ou dans tout autre lieu de la commune où le siège social est établi, tel que spécifié dans l'avis de convocation à cette assemblée. L'assemblée générale annuelle des associés doit être convoquée dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture des comptes de la Société.

L'avis de convocation à toute assemblée générale des associés doit contenir l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, et cet avis doit être envoyé à chaque associé par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant la date prévue de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale des associés peut être tenue sans convocation préalable.

Art. 19. Un bureau de l'assemblée doit être constitué à toute assemblée générale des associés, composé notamment d'un président et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'assemblée générale des associés, sans qu'il soit nécessaire qu'ils soient associés ou membres du conseil de gérance. Le bureau de l'assemblée s'assure notamment que l'assemblée soit tenue conformément aux règles applicables et, en particulier, en accord avec celles relatives à la convocation, aux exigences de majorité, au décompte des votes et à la représentation des associés.

Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale des associés.

Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

Sauf exigence contraire dans la loi ou dans les présents statuts, les résolutions des associés sont valablement prises si elles ont été adoptées par les associés représentant au premier vote plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si cette majorité n'a pas été obtenue au premier vote, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois. Au deuxième vote, les résolutions seront valablement adoptées avec une majorité de voix valablement exprimées, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté.

Un associé peut agir à toute assemblée générale des associés en désignant une autre personne, associé ou non, comme son mandataire, par procuration écrite et signée, transmise par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication, une copie de cette procuration étant suffisante pour la prouver. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les associés.

Tout associé qui prend part à une assemblée générale des associés par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de s'entendre mutuellement sans discontinuité et de pouvoir participer pleinement à l'assemblée, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité.

Chaque associé peut voter à une assemblée générale à l'aide d'un bulletin de vote signé en l'envoyant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les bulletins de vote n'indiquant ni la direction du vote ni une volonté de s'abstenir sont nuls. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des associés à laquelle ils se réfèrent.

Le conseil de gérance peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les associés pour pouvoir prendre part à toute assemblée générale des associés.

Art. 20. Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant (i) décision de la majorité des associés (ii) représentant les trois quarts du capital social.

Art. 21. Le bureau de toute assemblée générale des associés rédige le procès-verbal de l'assemblée, qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout associé qui en fait la demande.

De même, l'associé unique, le cas échéant, rédige et signe un procès-verbal de ses décisions.

Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers doivent être certifiés conformes à l'original par le notaire ayant la garde de l'acte authentique, dans le cas où le procès-verbal de l'assemblée a fait l'objet d'un acte notarié, ou signés par le président du conseil de gérance ou par deux gérants.

F. Exercice social - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 22. L'exercice social commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 23. Chaque année, au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont arrêtés et les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre connaissance au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Art. 24. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Le conseil de gérance est autorisé à distribuer des acomptes sur dividendes si les fonds nécessaires à une telle distribution sont disponibles.

La prime d'émission est librement distribuable aux associés par l'assemblée générale des associés ou par le conseil de gérance.

G. Dissolution - Liquidation

Art. 25. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 26. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et Paiement

La partie comparante, représentée comme indiqué en tête des présentes, ayant rédigé les statuts de la Société, déclare souscrire douze mille cinq cents (12.500) parts sociales et les avoir intégralement libérées en numéraire pour la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), tel que mentionné ci-après:

- douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été souscrites par M Laurent Segalen, préqualifié.

La preuve de ce paiement est donnée au notaire soussigné, qui déclare que les conditions fixées par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été satisfaites, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est désormais à la disposition de la Société.

Dispositions transitoires

Le premier exercice commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le 31 décembre 2011.

Frais

Les frais, coûts, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit supportés par la Société pour les besoins de sa constitution sont estimés à environ neuf cents euros (EUR 900,-).

Assemblée générale

La personne susvisée, représentant l'intégralité du capital souscrit, a adopté aussitôt les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées membres du conseil de gérance de la Société pour une durée illimitée:

- Laurent Segalen, né à Neuilly s/Seine (France), le 22 août 1963 demeurant professionnellement à 27 Throgmorton Street, Londres EC2N 2AN, Royaume Uni;

- Nicolas Guyard, né à Boulogne s/Seine (France), le 11 décembre 1963, demeurant professionnellement à 37 Thurloe Street, Londres SW7 2LQ, Royaume Uni;

- Jacobus Johannes Battjes, né à Ropen (Pays Bas), le 22 octobre 1969, demeurant professionnellement à 27 Throgmorton Street, Londres EC2N 2AN, Royaume Uni.

L'assemblée générale autorise le conseil de gérance de la Société à déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société relative à cette délégation à un ou plusieurs de ses membres.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes que, à la demande du mandataire de la partie comparante susvisée, le présent acte authentique est rédigé en anglais et suivi de sa traduction en français; en cas de divergences entre le texte en anglais et le texte en français, la version en anglais prévaudra.

Le présent acte authentique a été dressé à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Après lecture du document au mandataire de la partie comparante, dont le notaire connaît le nom, le prénom, l'état civil et la résidence, cette personne a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Vaude-Perrin, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 29 juin 2011. Relation: RED/2011/1300. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Rambrouch, le 29 juin 2011.

Référence de publication: 2011089728/451.

(110100841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2011.

Primera Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 107.878.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 21 avril 2011

En date du 21 avril 2011, l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Elle ratifie la décision du conseil d'administration du 10 octobre 2010 d'accepter la démission de Nicolas FALLER de son poste de membre du Conseil d'administration avec effet au 30 septembre 2010 et procède à son remplacement par Monsieur Marc RAYNAUD avec adresse professionnelle au 14, rue Bergère F-75009 Paris.

Elle renouvelle le mandat d'administrateur de Madame Claire COLLET avec adresse professionnelle 33, rue de Gasperich, L- 5826 Howald-Hesperange et de Messieurs Hans STEYAERT, William DE VIJLDER, Paul MESTAG tous 3 avec adresse professionnelle 55, rue du Progrès, B-1210 Bruxelles et Jean-François FORTEMPS avec adresse professionnelle 33, rue de Gasperich, L- 5826 Howald-Hesperange.

Elle renouvelle le mandat de réviseur d'entreprises de la Société PriceWaterhouseCoopers;

Ces mandats prendront fin à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2011.

Luxembourg, le 16 mai 2011.

Pour extrait sincère et conforme

Pour PRIMERA FUND

Signature

Référence de publication: 2011071650/23.

(110078071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2011.

Oroa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 160.610.

STATUTS

L'an deux mille onze, le deux mai.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Monsieur Romain FEUGUEUR-ROTGES, Administrateur de société, né le 05 avril 1978 à Paris (XIV^e), demeurant à L-9690 Watrange, 6 rue Abbé Welter,

ici représenté par Madame Peggy SIMON, employée privée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 15 mars 2011,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par la présente.

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "OROA S.à r.l.", (ci-après la "Société"), régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts, (les "Statuts").

Art. 2. La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, marques et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, marques et brevets.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée. Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis à donner par lettre recommandée à la poste au cours des six premiers mois de l'année sociale en cours, avec effet au premier janvier de l'année sociale suivante. Le ou les associés restants auront un droit de préférence sur le rachat des parts de l'associé sortant.

Les valeurs de l'actif net du dernier bilan social serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 4. Le siège social est établi à Bertrange.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément unanime de tous les associés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause mort à des non-associés que moyennant le même agrément unanime.

Le même agrément unanime de tous les associés est requis lorsque les parts sont transmises pour cause de mort soit à des descendants, soit au conjoint survivant.

En cas de décès d'un associé, les associés survivants jouissent dans tous les cas d'un droit de préférence pour le rachat des parts de l'associé décédé; dans ce cas, le prix de rachat des parts sociales se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la Société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 10. Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six mois à donner par lettre recommandée à ses co-associés.

Art. 11. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 13. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par les associés et pris parmi eux ou en dehors d'eux.

En cas de pluralité des gérants, l'assemblée générale fixe les attributions et pouvoirs des différents gérants. La durée des fonctions du gérant n'est pas limitée.

L'assemblée générale pourra décider la révocation du gérant sans qu'il soit besoin d'une décision judiciaire à cet effet. La révocation pourra être décidée, non seulement pour des causes légitimes, mais encore pour toutes raisons, quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés. Le gérant peut pareillement se démettre de ses fonctions.

Les associés décideront de la rémunération du gérant.

Art. 14. Le décès du gérant, associé ou non, sa démission, ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers ou ayants-cause du gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 15. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède ou représente et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 16. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 17. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 18. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 19. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 20. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 21. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 22. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 23. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents Statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2011.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique, Monsieur Romain FEUGUEUR-ROTGES, pré désigné et représenté comme dit ci-avant, et libérées entièrement par le souscripteur prédit moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ mille Euros (€ 1.000.-).

Résolutions prises par l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le siège social de la société est établi à L-8080 Bertrange, 57 route de Longwy.
- 2.- Monsieur FEUGUEUR-ROTGES Romain, pré qualifié, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée.
- 3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.
- 4.- La société a pour activité la gestion de participations financières.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif la partie comparante au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par la partie comparante.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, ès-qualité qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 2 mai 2011. Relation: ECH/2011/756. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 2 mai 2011.

Référence de publication: 2011059761/152.

(110067079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2011.

AG' DECO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7323 Steinsel, 17, Montée Haute.

R.C.S. Luxembourg B 107.899.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011062685/10.

(110070978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Avenir Beteiligungs GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 154.357.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Avenir Beteiligungs GmbH

SGG S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2011062680/13.

(110070568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Avenir Immobilien GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 154.358.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Avenir Immobilien GmbH
SGG S.A.
Signatures
Mandataire*

Référence de publication: 2011062681/13.

(110070567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Accumalux, Société Anonyme.

Capital social: EUR 2.500.000,00.

Siège social: L-1899 Kockelscheuer, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 13.789.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 décembre 2010.

Pour la Société

Référence de publication: 2011062684/12.

(110070236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Beocare Europe, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 4, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 151.510.

EXTRAIT

L'associé unique de la Société, à savoir, Leeward Investment Company 2, a transféré en date du 28 mars 2011, ses 250 parts sociales à:

- BEOCARE INTERNATIONAL LIMITED, 25/F, One Capital Place, 18 Luard Road, Wanchai, Hong Kong, enregistrée auprès du Registre de Commerce de Hong-Kong sous le numéro 1142294.

Luxembourg, le 9 mai 2011.

Pour BEOCARE EUROPE

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2011062713/16.

(110070709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

SES, Société Anonyme.

Siège social: L-6815 Betzdorf, Château de Betzdorf.

R.C.S. Luxembourg B 81.267.

Suite à l'Assemblée Générale de la société du 7 avril 2011, la composition du Conseil d'Administration de la SES S.A. est la suivante:

Administrateurs

- M. Serge Allegrezza, Administrateur
- M. Hadelin de Liedekerke Beaufort, Administrateur, résidant à 20, avenue de Florimont, 1006 Lausanne, Suisse
- M. Victor Rod, Administrateur
- M. Christian Schaack, Administrateur, résidant à 29, rue de Scheuerhof, 5412 Canach, Luxembourg
- M. Marc Speeckaert, Administrateur, avec adresse professionnelle à 31, rue de l'Industrie, 1040 Bruxelles, Belgique
- M. Gerd Tenzer, Administrateur.

Le mandat de ces administrateurs prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2012.

- M. Jacques Espinasse, Administrateur, résidant à Résidence Ascot, Avenue Louise n° 541, 1050 Bruxelles. Belgique
- M. Jean-Claude Finck, Administrateur
- M. Gaston Reinesch, Administrateur
- M. Robert W. Ross, Administrateur, résidant à 1249 Fairfield East Dunwoody, Georgia 30338, Etats-Unis d'Amérique
- M. Terry Seddon, Administrateur

- M. François Tesch, Administrateur et Vice-Président, avec adresse professionnelle à 12, rue Léon Laval, 3372 Leudelange, Luxembourg

Le mandat de ces administrateurs prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2013.

- M. Marc Beuls, Administrateur, résidant à Waetterluggastrasse, Chalet Tannenwinkel, 7050 Arosa, Suisse

- M. Marcus Bicknell, Administrateur

- Mme Bridget Cosgrave, Administrateur

- Dr Karim Michel Sabbagh, Administrateur, résidant à Al Fanar Villa, no 64, Al Manara Street, UAE - 30798 Dubai, United Arab Emirates

- M. René Steichen, Administrateur et Président

- M. Jean Paul Zens, Administrateur et Vice-Président

Le mandat de ces administrateurs prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2014.

Expiration de mandat

- Le mandat de M. Luis Sanchez-Merlo, Administrateur, n'a pas été renouvelé.

Suite à l'Assemblée du Conseil d'administration de la société du 7 avril 2011, les délégués à la gestion journalière sont les suivants à partir du 1^{er} mai 2011:

Comité Exécutif

- M. Romain Bausch, Président du Comité Exécutif

- M. Andrew Browne, Membre du Comité Exécutif

- M. Martin Halliwell, Membre du Comité Exécutif

- M. Ferdinand Kayser, Membre du Comité Exécutif

- M. Gerson Souto, Membre du Comité Exécutif, avec adresse professionnelle au Château de Betzdorf, 6815 Betzdorf, Luxembourg

Les délégués à la gestion journalière ont le pouvoir de signature conjointe.

Expiration de mandat

Le mandat de M. Robert Bednarek, Membre du Comité Exécutif, a expiré le 30 avril 2011.

Commissaire du Gouvernement

M. Pierre Goerens, Service des Médias et de l'Audiovisuel, 5, rue Large, 1917 Luxembourg. Luxembourg

Réviseur d'Entreprise

Le mandat du réviseur d'Entreprise Ernst & Young, Société Anonyme, 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, a été renouvelé et prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2012.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Betzdorf, le 2 mai 2011.

Pour la Société

Pierre Margue

Mandataire

Vice President Legal and Corporate Affairs

Référence de publication: 2011061845/58.

(110068397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2011.

Alterbury S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 136.581.

En application de l'article 3 (1) de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, la société Mayfair Trust Sàrl, en sa qualité de domiciliataire, dénonce avec effet au 1^{er} mai 2011 le siège social établi au 1 Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg de la société anonyme, ALTERBURY SA, RCS Luxembourg B136581.

Luxembourg, le 9 mai 2011.

Mayfair Trust Sàrl

Signature

Gérant

Référence de publication: 2011062690/13.

(110070688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Anaco Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 3-11, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 120.126.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011062691/10.

(110070247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Cechris - Investissement S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 91.933.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu le 28 avril 2011, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, 6^{ème} Chambre, a ordonné la liquidation de la société suivante:

- CECHRIS INVESTISSEMENT SA, ayant eu son siège social à L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy, (RCS B91933)

Le même jugement a nommé juge-commissaire Jean-Paul MEYERS, juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et nommé liquidateur de la société susmentionnée, Me Bakhta TAHAR, avocat au barreau du Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bakhta TAHAR

Liquidateur

Référence de publication: 2011063999/17.

(110071411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2011.

Diffusion Funéraire Luxembourgeoise S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 98.492.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu le 28 avril 2011, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, 6^{ème} Chambre, a ordonné la liquidation de la société suivante:

- DIFFUSION FUNERAIRE LUXEMBOURGEOISE SA, ayant eu son siège social à L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix, (RCS B98492)

Le même jugement a nommé juge-commissaire Jean-Paul MEYERS, juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et nommé liquidateur de la société susmentionnée, Me Bakhta TAHAR, avocat au barreau du Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bakhta TAHAR

Liquidateur

Référence de publication: 2011064005/17.

(110071423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2011.

Salomon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 127.163.

L'an deux mil onze, le douze avril.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société SALOMON S.A.

établie et ayant son siège social à L-1150 Luxembourg, 207 route d'Arlon,

inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 127.163,

constituée suivant acte reçu par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 24 avril 2007,

publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, en date du 18 juin 2007, numéro 1.191, page 57.123.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Claude ZIMMER, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Madame Gabriella STEFANUTTI, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Daniel CAPP, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

Ordre du jour

1. Résolution de dissoudre la société SALOMON S.A., prédécrite et de la mettre en liquidation
2. Nomination d'un liquidateur, définition de ses pouvoirs qui seront ceux qui sont prévus aux articles 141 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et fixation des émoluments du liquidateur;
3. Divers.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence.

Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée. Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de dissoudre la société "SALOMON S.A." avant son terme et de la mettre en liquidation, conformément aux dispositions des articles 141 et suivants de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Deuxième résolution

L'assemblée générale nomme à l'unanimité des voix aux fonctions de liquidateur de ladite société, la société LUX-GLOBAL SERVICES S.à.r.l., établie et ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, constituée par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach en date du 08 avril 2011, dont les statuts n'ont par encore été publiés, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 160 089, et plus particulièrement Monsieur Claude ZIMMER, ci-présent et acceptant spécialement cette nomination.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de conférer au liquidateur tous pouvoirs prévus par la loi luxembourgeoise et l'instruit de liquider la société en conformité avec ladite loi, ainsi que de fixer les émoluments et rémunérations du liquidateur à la fin de la liquidation.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente assemblée générale, peut être évalué à la somme de 950.- (neuf cent cinquante) EUROS.

A l'égard du notaire instrumentant toutes les parties comparantes sont toutefois tenues solidairement du paiement des frais prédécrits, ce qui est expressément reconnu par toutes les parties comparantes.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé la présente minute avec le notaire.

Signé: ZIMMER, STEFANUTTI, CAPP, REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette A.C., le 14 avril 2011. Relation: EAC/2011/5054. Reçu: douze euros EUR 12.-.

Le Receveur ff. (signé): KIRCHEN.

POUR EXPEDITION CONFORME

Pétange, le 22 avril 2011.

Karine REUTER.

Référence de publication: 2011061988/67.

(110068756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

International Partners and Associates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 44.303.

—
Extrait de l'assemblée générale ordinaire

Procès-Verbal de la société International Partners and Associates S.A

Par décisions du 28 avril 2011, l'assemblée décide à l'unanimité:

1. de renouveler le mandat des trois administrateurs jusqu'à l'Assemblée qui se tiendra en 2017, à savoir:

- Me Lex THIELEN, né le 21 juillet 1962 à Luxembourg et demeurant professionnellement au 10, rue Willy Goergen, L-1636 Luxembourg

- Me Philippe STROESSER, né le 30 octobre 1969 à Barr (France) et demeurant professionnellement au 10, rue Willy Goergen, L-1636 Luxembourg

- La société SARAH S.A établie au 10, rue Willy Goergen, L-1636 Luxembourg et immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 46 797.

2. de renouveler le mandat du commissaire aux comptes, la société SGI, SAINT GERANT INVESTISSEMENT Sàrl établie au 10, rue Willy Goergen, L-1636 Luxembourg et immatriculée au RCS du Luxembourg sous le numéro B 87.458 et ce, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011071795/23.

(110078838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

Anoa Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1645 Luxembourg, 6, Montée du Grund.

R.C.S. Luxembourg B 155.833.

—
Les comptes annuels du 28 septembre 2010 au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mai 2011.

Pour Anoa Capital S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2011062692/13.

(110070249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

EK Medical S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9780 Wincrange, 66B, route de Lullange.

R.C.S. Luxembourg B 88.397.

—
Il résulte d'un acte reçu par le notaire Gérard LECUIT, de résidence à Luxembourg, en date du 8 avril 2011, relative à la constitution de la société anonyme PORTOBELLA S.A., ayant son siège social à L-9780 Wincrange, 66B, route de Lullange, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 160320,

que lors de cette constitution le capital social de quarante mille euros (40.000) a été entièrement libéré par Monsieur Etienne KEYEN, directeur de sociétés, né à Waremmé (Belgique) le 26 septembre 1964, demeurant à B-4360 OREYE (Belgique), 74A rue Louis Maréchal, par apport en nature de deux cent onze (211) parts sociales de la société EK MEDICAL S.à r.l., (correspondant à environ 85% du capital de cette société).

En conséquence de ce qui précède la répartition des parts sociales de la société EK MEDICAL S.à r.l. est la suivante:

1. Monsieur Etienne KEYEN, demeurant à 74A, rue Louis Maréchal, B-4360 Oreye: trente-sept parts sociales (37)

2. PORTOBELLA S.A., avec siège social à 66B, route de Lullange, L-9780 Wincrange, deux cent onze parts sociales (211)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société EK MEDICAL S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011062793/21.

(110070398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Arc Constructions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4742 Pétange, 81A, rue des Jardins.

R.C.S. Luxembourg B 46.923.

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011062693/10.

(110070125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Area-Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4955 Bascharage, 22, rue des Roses.

R.C.S. Luxembourg B 138.544.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011062694/10.

(110070876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

ARNOTIBER Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 156.293.

Il est porté à la connaissance de qui de droit que le commissaire aux comptes de la Société, à savoir CO-VENTURES S.A., a changé d'adresse et a désormais son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 4 mai 2011.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011062698/13.

(110070195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

B.C.R.E. - Izaki S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 104.519.

Les comptes de liquidation au 30 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011062700/10.

(110070532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Boss Concept IPC Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 60.666.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DZ PRIVATBANK S.A.

Für Boss Concept IPC Sicav

Référence de publication: 2011062704/11.

(110070927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Nordea Investment Funds Company I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 562, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 30.550.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue le 28 avril 2011

Il résulte dudit procès-verbal que:

1) L'Assemblée générale ordinaire du 28 avril 2011 a décidé de ré élire en tant qu'administrateurs jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2012:

- Mr. Jari Kivihuhta
- Mr. Erik Feldt
- Mr. Emmanuel Vergenst

2) L'Assemblée générale ordinaire du 28 avril 2011 a décidé d'élire au poste de réviseur d'entreprises pour l'exercice social de 2011 et jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire à tenir en 2012:

- KPMG Audit à Luxembourg.

Luxembourg, le 16 mai 2011.

Nordea Investment Funds Company I S.A.

Nathalie Roux / Martina Neuhaus

Référence de publication: 2011071631/20.

(110077821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2011.

Twelve S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 133.668.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 9 mai 2011 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Marc KOEUNE
- Monsieur Jean-Yves NICOLAS
- Monsieur Michaël ZIANVENI
- Monsieur Sébastien GRAVIERE

Le commissaire aux comptes est CeDerLux-Services S.à r.l.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2017.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2011063806/18.

(110071937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2011.

i.biz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 12, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 150.629.

L'an deux mille onze, le vingt-deuxième jour du mois d'avril.

Par-devant Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU

DI S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-8080 Bertrange, 12, route de Longwy, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.830, ici valablement représentée par Mr Frederick SCHIWEK demeurant professionnellement à L-2430 Luxembourg, 18- 20, rue Michel Rodange.

Constituée suivant acte reçu par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/alzette, en date du 30 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 320 du 12 février 2010.

Le comparant déclare et prie le notaire d'acter que:

1. L'associé unique détient toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises de la Société, de sorte que des résolutions peuvent être valablement prises sur tous les points portés à l'ordre du jour.
2. Les points sur lesquels des résolutions doivent être prises sont les suivants:
 - A. Transfert du siège social à l'adresse suivante: L-8080 Bertrange, 12, route de Longwy.
 - B. Modification subséquente de l'article 5 suite à la résolution prise ci-dessus comme suit:

Version anglaise:

“ **Art. 5.** The registered office of the Company is established in the municipality of Bertrange.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of Managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

“Version française:

“ **Art. 5.** Le siège social est établi dans la commune de Bertrange.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.”

Les décisions prises par l'associé unique sont les suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social de l'adresse actuelle L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange à L-8080 Bertrange, 12, route de Longwy.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 5 afin qu'il ait la teneur suivante:

Version anglaise:

“ **Art. 5.** The registered office of the Company is established in the municipality of Bertrange.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of Managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.”

Version française:

“ **Art. 5.** Le siège social est établi dans la commune de Bertrange.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.”

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge sont évalués à mille cents euros (1.100.- EUR).

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version française fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Schiwek, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg, le 22 avril 2011. Relation: LAC/2011/18778. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 4 mai 2011.

Référence de publication: 2011062008/68.

(110069498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

Bruehl Leipzig Arcaden Luxco S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 131.429.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011062706/11.

(110070752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Bruehl Leipzig Arcaden S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 131.146.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011062707/11.

(110070753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Aunilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach, Hall 4.

R.C.S. Luxembourg B 82.529.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} avril 2011

Résolution n° 1

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide la nomination aux fonctions de commissaire aux comptes de Madame Nadine CARELLE, née le 26 mai 1967 à Dudelange et demeurant à L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé, pour une durée de six ans.

Esch-sur-Alzette, le 1^{er} avril 2011.

Pour extrait sincère et conforme à l'original

FIDUCIAIRE CGS

4 rue du Fossé

L-4123 Esch-sur-Alzette

Signature

Référence de publication: 2011063879/18.

(110070536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Beaubourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 64.368.

L'an deux mille onze, le vingt et un avril.

Par-devant Nous, Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie au Grand Duché de Luxembourg sous la dénomination «BEAUBOURG S.A.», avec siège social au 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 64369, constituée suivant acte reçu par Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie le 6 mai 1998, publié

au Mémorial C n° 549 du 28 juillet 1998, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné le 10 décembre 2008, publié au Mémorial C n° 330 du 14 février 2009 (ci-après, la Société Absorbée).

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Rachel UHL, juriste, demeurant à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alex Sulkowski, of counsel, avec adresse professionnelle au 1B Heienhaff L-1736 Sennigerberg, Grand Duché de Luxembourg.

La présidente déclare et prie le notaire d'acter.

I. BEAUBOURG II S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, avec siège social au 1B Heienhaff, L-1736 Sennigerberg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137838, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné le 31 mars 2008, publié au Mémorial C n° 1146 du 9 mai 2008 (ci après la Société Absorbante) est l'actionnaire unique de la Société Absorbée (désignée collectivement avec la Société Absorbante comme les Sociétés Fusionnantes).

II. Les Sociétés Fusionnantes ont adopté un projet de fusion (le Projet de Fusion) en vertu d'un acte notarié reçu par le notaire instrumentant le 4 mars 2011, publié au Mémorial C n° 509 du 18 mars 2011, suivant lequel la Société est absorbée par la Société Absorbante (la Fusion).

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Revue des conditions préliminaires à la Fusion.
2. Approbation de la Fusion.
3. Effets de la Fusion.
4. Apport de fusion.

IV. L'assemblée, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée prend connaissance et ratifie l'accomplissement des conditions préliminaires à la Fusion, suivantes:

(a) Les conseils d'administration respectifs de chacune des Sociétés Fusionnantes ont adopté le Projet de Fusion en date du 28 février 2011, lequel a été établi sous forme d'acte notarié reçu par le notaire soussigné en date du 4 mars 2011 et publié, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), au Mémorial C.

(b) Les documents prévus à l'article 267 de la Loi ont été disponibles au siège de la Société un mois précédant la date de la présente assemblée.

(c) Le notaire soussigné a, conformément à l'article 271 (2), premier alinéa de la Loi, certifié et attesté de l'accomplissement par les Sociétés Fusionnantes de toutes les formalités leur incombant en relation avec la fusion proposée.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'approuver la Fusion, au terme de laquelle la Société Absorbée sera fusionnée par absorption dans la Société Absorbante par apport à la Société Absorbante de tous ses actifs et de tous ses passifs, sans restriction ni limitation.

Troisième résolution

L'assemblée constate le caractère définitif de la Fusion et reconnaît que la Fusion entraîne de plein droit et simultanément les effets suivants à compter de la date du présent acte:

- a) la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante;
- b) la Société Absorbée cesse d'exister;
- c) l'annulation des actions de la Société Absorbée;
- d) toutes autres conséquences énumérées dans le Projet de Fusion.

Par suite l'assemblée constate que la Société Absorbante est définitivement propriétaire des biens qui lui ont été apportés par la Société Absorbée dans le cadre de la Fusion à compter de ce jour et que la Société Absorbante a la jouissance desdits biens à compter également de ce jour.

Quatrième résolution

L'assemblée constate que l'apport de fusion de la Société Absorbée à la Société Absorbante comprend les biens désignés dans le Projet de Fusion, dont le transfert sera soumis aux formalités relatives aux mutations immobilières légalement requises.

Certificat de réalisation définitive de la fusion

Le notaire instrumentant certifie que:

- la Fusion a été régulièrement réalisée en conformité des lois et des règlements en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg,

- que toutes les formalités, dépôts ou publications y relatives ont été régulièrement accomplies,
- la Fusion a acquis un caractère définitif à compter de ce jour en vertu de l'article 272 de la Loi, et qu'elle sera régulièrement opposable aux tiers à compter de la date de sa publication au Mémorial C, conformément à l'article 273 (1) de la Loi.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme de deux mille Euro.

Déclaration

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom et prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: R. UHL, A. SULKOWSKI, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 22 avril 2011. Relation: LAC/2011/18619. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 03 mai 2011.

Référence de publication: 2011062043/82.

(110069159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

Oscar-1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 650.000,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 159.041.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-ninth day of the month of April.

Before Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of this deed.

THERE APPEARED:

Hulaan Coal Corporation, a company governed by the laws of Canada, registered with the Registrar of Companies, Province of British Columbia (Canada), under the number BC0894850, having its registered office at 2900 – 550 Burrard Street, Vancouver, BC V6C 0A3, Canada,

here represented by Me. Ole MARQUARDT, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 27 April 2011.

Said proxy after signature ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the undersigned notary to state that:

- The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") existing under the name of "Oscar-1 S.à r.l." (the "Company"), with registered office at 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under the number B 159041, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 18 February 2011, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

- The Company's capital is currently set at one hundred fifty thousand US dollars (USD 150,000.-), represented by one thousand five hundred (1,500) shares of a par value of one hundred US dollars (USD 100.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

- The agenda is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company from one hundred fifty thousand US dollars (USD 150,000.-) to six hundred and fifty thousand US dollars (USD 650,000.-) by the creation and the issue of five thousand (5,000) new shares.
2. Subscription in cash and payment of all the five thousand (5,000) newly issued shares by Hulaan Coal Corporation.
3. Amendment of article 6, paragraph 1, of the articles of incorporation of the Company as a consequence of the increase of the share capital of the Company.
4. Miscellaneous.

The sole shareholder then passed the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of five hundred thousand US dollars (USD 500,000.-) in order to bring the share capital from its present amount of one hundred and fifty thousand

US dollars (USD 150,000.-) represented by one thousand five hundred (1,500) shares with a par value of one hundred US dollars (USD 100.-) each, to six hundred and fifty thousand US dollars (USD 650,000.-) and to issue in this respect five thousand (5,000) new shares.

Second resolution

The five thousand (5,000) newly issued shares (the "New Shares") are entirely subscribed by Hulaan Coal Corporation, prenamed, by a contribution in cash.

The New Shares have been issued in counterpart for their par value of five hundred thousand US dollars (USD 500,000.-) by the payment in cash of five hundred thousand US dollars (USD 500,000.-).

Evidence of the above cash payment has been given to the undersigned notary and the undersigned notary formally acknowledges the availability of the aggregate amount of five hundred thousand US dollars (USD 500,000.-).

Third resolution

As a consequence of the preceding resolution, Article 6, paragraph 1, of the articles of incorporation of the Company is amended and shall henceforth read as follows:

Art. 6. Paragraph 1^{er}. "The Company's capital is set at six hundred and fifty thousand US dollars (USD 650,000.-) represented by six thousand five hundred (6,500) shares of a par value of one hundred US dollars (USD 100.-) each, all fully subscribed and entirely paid-up."

In faith of which We, the undersigned notary, have set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day and year named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing party, the deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same party and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated into the language of the appearer's proxyholder, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille onze, le vingt-neuf du mois d'avril.

Par-devant Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, dépositaire de la présente minute.

A COMPARU:

Hulaan Coal Corporation, une société régie par les lois du Canada, immatriculée auprès du Registrar of Companies, Province de Colombie Britannique (Canada), sous le numéro BC0894850, ayant son siège social au 2900

– 550 Burrard Street, Vancouver, BC V6C 0A3, Canada, ici représentée par Me Ole MARQUARDT, Avocat, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 27 avril 2011.

Laquelle procuration, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- La comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de "Oscar-1 S.à r.l." (la "Société"), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B159041, avec siège social au 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, constituée à la suite d'un acte du notaire instrumentant, en date du 18 février 2011, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

- Le capital social de la Société est actuellement fixé à cent cinquante mille dollars US (USD 150.000.-), représenté par mille cinq cents (1.500) parts sociales d'une valeur nominale de cent dollars US (USD 100.-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

- L'ordre du jour est conçu comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société de cent cinquante mille dollars US (USD 150.000.-) à six cent cinquante mille dollars US (USD 650.000.-), par la création et l'émission de cinq mille (5.000) nouvelles parts sociales.

2. Souscription et paiement de toutes les cinq mille (5.000) parts sociales nouvellement émises par Hulaan Coal Corporation.

3. Modification de l'article 6, alinéa 1, des statuts de la Société en conséquence de l'augmentation du capital social de la Société.

4. Divers.

L'associé unique a ensuite pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinq cent mille dollars US (USD 500.000.-) pour porter le capital social de son montant actuel de cent cinquante mille dollars US (USD 150.000.-) repré-

senté par mille cinq cents (1.500) parts sociales d'une valeur nominale de cent dollars US (USD 100.-) chacune, à un montant de six cent cinquante mille dollars US (USD 650.000.-), et d'émettre à cet égard cinq mille (5.000) parts sociales.

Deuxième résolution

Les cinq mille (5.000) parts sociales nouvellement émises (les «Nouvelles Parts») sont entièrement souscrites par Hulaan Coal Corporation., précitée.

Les Nouvelles Parts ont été émises en contrepartie de leur valeur nominale de cinq cent mille dollars US (USD 500.000.-) par le paiement en numéraire de cinq cent mille dollars US (USD 500.000.-).

Preuve du paiement en numéraire a été donnée au notaire instrumentant et le notaire instrumentant constate formellement la mise à disposition du montant total de cinq cent mille dollars US (USD 500.000.-).

Troisième résolution

En conséquence de la résolution qui précède l'Article 6, alinéa 1, des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

Art. 6. Alinéa 1^{er}. «Le capital social est fixé à six cent cinquante mille dollars US (USD 650.000.-), représenté par six mille cinq cents (6.500) parts sociales d'une valeur nominale de cent dollars US (USD 100.-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.»

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par le présent qu'à la requête de la comparante le présent acte de constitution est rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la requête de la même comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: O. MARQUARDT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 mai 2011. LAC/2011/19960. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 5 mai 2011.

Référence de publication: 2011062255/117.

(110069648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

Sculptor Holdings (EC) Luxco S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 135.624.

1. Le gérant, Sculptor Holdings (EC), enregistré sous le numéro B 134644 auprès du Registre de Commerce du Luxembourg, voit son siège du

9, Parc d'Activité Syrdall,

L-5365 Münsbach,

au Luxembourg,

au

2, rue Joseph Hackin,

1746 Luxembourg

au Luxembourg.

à partir du 1^{er} septembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sculptor Holdings (EC) Luxco S.C.A.

Sculptor Holdings (EC)

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2011072455/23.

(110079384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

C&L (Lux 1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 116.156.

—
Extrait rectificatif pour le dépôt L110069773 du 6 mai 2011

Une erreur matérielle s'est produite lors du dépôt enregistré en date du 6 mai 2011 sous la référence L110069773.

Concernant la forme juridique du nouvel associé unique RREI Holding S.A. il y a lieu de lire «société anonyme» au lieu de «société à responsabilité limitée».

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mai 2011.

Signature
UN MANDATAIRE

Référence de publication: 2011062721/16.

(110070811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Bache Global Series, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 129.297.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 2011.

Référence de publication: 2011062708/10.

(110070256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

BBG Aurum Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 16.000,00.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 144.135.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011062710/11.

(110070698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

**An.so.fi HOLDING S.A. (AMBOISE SOCIETE FINANCIERE), Société Anonyme,
(anc. An.so.fi. Holding S.A. (Amboise Société Financière) - SPF).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 100.994.

—
L'an deux mille onze, le vingt-six avril.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «An.so.fi HOLDING S.A. (AMBOISE SOCIETE FINANCIERE) - SPF», ayant son siège social au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro B 100994, constituée suivant acte de scission reçu par acte reçu par le notaire soussigné en date du 26 avril 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 751 du 22 juillet 2004. Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 12 mars 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1001 du 12 mai 2010.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Alain GEURTS, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Guillaume SCROCCARO, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Frédérique MIGNON, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

La Présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1.- Modification de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société a encore pour objet la gestion et la mise en valeur de son propre patrimoine immobilier.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles elle détient des participations directes ou indirectes, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.»

2.- Modification de la dénomination sociale de la société en An.so.fi HOLDING S.A. (AMBOISE SOCIETE FINANCIERE) et modification afférente de l'article 1^{er} des statuts.

3.- Modification de l'article 18 des statuts.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 4. «La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société a encore pour objet la gestion et la mise en valeur de son propre patrimoine immobilier.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles elle détient des participations directes ou indirectes, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier la dénomination sociale de la société en «An.so.fi HOLDING S.A. (AMBOISE SOCIETE FINANCIERE)».

En conséquence, l'article 1^{er} des statuts est modifié comme suit:

Art. 1^{er}. «Il existe une société anonyme sous la dénomination de «An.so.fi HOLDING S.A. (AMBOISE SOCIETE FINANCIERE)».

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 18 des statuts comme suit:

Art. 18. «Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des présents statuts, il est fait référence à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: A. GEURTS, G. SCROCCARO, F. MIGNON, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 28 avril 2011. Relation: EAC/2011/5532. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011064084/85.

(110072145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mai 2011.

Beim Fox, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8067 Bertrange, 16, rue du Charron.

R.C.S. Luxembourg B 123.816.

—
Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011062711/10.

(110070837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Belgravia European Properties 2, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.435.000,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 116.408.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011062712/11.

(110070675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

BPH Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 143.527.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 avril 2011

- Suite au décès de M. Nico KRUCHTEN, l'Assemblée nomme M. Laurent BARNICH, né le 02.10.1979 à Luxembourg, demeurant au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, en son remplacement.

Le mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011062718/13.

(110070519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

FR Barra 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.027,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 153.108.

Suite à l'augmentation du capital social de la société FR Barra 1 S.à r.l. par contribution en nature de toutes les parts sociales de la société FR Barra 5 S.à r.l., en date du 4 mai 2011 et suivant l'assemblée générale extraordinaire de FR Barra 1 S.à r.l., les parts sociales de la société FR Barra 5 S.à r.l. ont été transférées comme suit:

- Barra Holdings LP a transféré:

- * 19.991 parts sociales de classe ordinaire,
- * 4 parts sociales de classe A,
- * 4 parts sociales de classe B,
- * 4 parts sociales de classe C,
- * 4 parts sociales de classe D,
- * 4 parts sociales de classe E,
- * 4 parts sociales de classe F,
- * 4 parts sociales de classe G,
- * 4 parts sociales de classe H,
- * 4 parts sociales de classe I

à la société FR Barra 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège sociale au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153123.

Par conséquent, l'associé unique de la Société est désormais FR Barra 1 S.à r.l.

Pour mention aux fins de publication aux Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2011.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2011071766/30.

(110078841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

FR Barra 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.027,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 153.118.

Suite à l'augmentation du capital social de la société FR Barra 1 S.à r.l. par contribution en nature de toutes les parts sociales de la société FR Barra 6 S.à r.l., en date du 4 mai 2011 et suivant l'assemblée générale extraordinaire de FR Barra 1 S.à r.l., les parts sociales de la société FR Barra 6 S.à r.l. ont été transférées comme suit:

- Barra Holdings LP a transféré:

- * 19.991 parts sociales de classe ordinaire,
- * 4 parts sociales de classe A,
- * 4 parts sociales de classe B,
- * 4 parts sociales de classe C,
- * 4 parts sociales de classe D,
- * 4 parts sociales de classe E,
- * 4 parts sociales de classe F,
- * 4 parts sociales de classe G,
- * 4 parts sociales de classe H,
- * 4 parts sociales de classe I

à la société FR Barra 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège sociale au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153123.

Par conséquent, l'associé unique de la Société est désormais FR Barra 1 S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2011.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2011071767/30.

(110078834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2011.

El Pepito Café s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4271 Esch-sur-Alzette, 24, rue Jean Origer.

R.C.S. Luxembourg B 160.538.

—
STATUTS

L'an deux mille onze, le quinze avril.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Mike DIAS, directeur de société, né à Hayange (France) le 4 mars 1978, demeurant à F-57700 Hayange, 39 rue Castelnaud.

2.- Monsieur Jorge FERNANDES MAIA, employé, né à Luxembourg le 17 novembre 1971, demeurant à F-57700 Hayange, 39, rue Louis Pasteur.

3.- Monsieur Jacinto DA SILVA RODRIGUES, employé, né à Soure (Portugal) le 7 mai 1968, demeurant à F-57390 Russange, 2, rue Saint-Exupéry.

4.- Madame Maria ABRANCHES ALVES CARVALHEIRA, indépendante, née à Branca (Portugal) le 29 mai 1964, demeurant à F-57390 Russange, 2, rue Saint-Exupéry.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils vont constituer.

Titre I^{er} . Raison sociale, objet, siège, durée

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes, entre la propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, par la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'un débit de boissons alcoolisées et non alcoolisées avec restauration. De façon générale, la société pourra effectuer toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son activité.

La société a également pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société pourra exploiter des redevances, royalties ou locations de brevets, licences ou marques.

La société a aussi pour objet l'acquisition, la détention, l'exploitation, la mise en valeur, la vente ou la location d'immeubles, de terrains et autres, situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toutes les opérations financières, mobilières et immobilières y rattachées directement ou indirectement.

La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, d'avances, de garanties ou autrement. La société pourra apporter ses conseils en matières administrative, commerciale ou financière.

La société pourra également prêter aux sociétés auxquelles elle s'intéresse ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes et accorder tous cautionnements ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement en tout ou partie à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes les mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toutes opérations qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet et de son but.

Art. 3. La société prend la dénomination de "EL PEPITO CAFE s.à r.l.".

Art. 4. Le siège social est établi à Esch-sur-Alzette.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II. Capital social, apports, parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à quinze mille euros (€ 15.000.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent cinquante euros (€ 150.-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d'un seul associé, la société sera considérée comme une société à responsabilité limitée unipersonnelle conformément à l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 de la même loi sont d'application.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés; elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 9. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 10. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III. Gérance

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 12. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Titre IV. Décisions et assemblées générales

Art. 13. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 14. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

Art. 15. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Titre V. Exercice social, inventaires, répartition des bénéfices

Art. 16. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 18. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Titre VI. Dissolution, liquidation

Art. 19. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commence en date de ce jour et finit le 31 décembre 2011.

Souscription et libération

Les cent (100) parts sociales sont toutes souscrites comme suit:

a) Monsieur Mike DIAS, préqualifié, vingt-cinq parts sociales	25
b) Monsieur Jorge FERNANDES MAIA, préqualifié, vingt-cinq parts sociales	25
c) Monsieur Jacinto DA SILVA RODRIGUES, préqualifié, vingt-six parts sociales	26
c) Madame Maria ABRANCHES ALVES CARVALHEIRA, préqualifiée, vingt-quatre parts sociales	24
Total: cent parts sociales	100

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de quinze mille euros (€ 15.000.-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Frais

- Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à neuf cent cinquante euros (€ 950.-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants ci-avant désignés, représentant l'intégralité du capital social, ont pris les résolutions suivantes:

1.- Monsieur Jorge FERNANDES MAIA, préqualifié, est nommé gérant administratif de la société pour une durée indéterminée.

2.- Madame Maria ABRANCHES ALVES CARVALHEIRA, préqualifiée, est nommée gérante technique de la société pour une durée indéterminée.

3.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de la gérante technique et du gérant administratif.

4.- Le siège social est établi à L-4271 Esch-sur-Alzette, 24, rue Jean Origer.

Les comparants déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et agir pour leur propre compte et certifient que les fonds servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livrera pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Le notaire instrumentant a rendu attentifs les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: DIAS, FERNANDES MAIA, DA SILVA RODRIGUES, ABRANCHES ALVES CARVALHEIRA, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 21 avril 2011. Relation: CAP/2011/1462. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 26 avril 2011.

A. WEBER.

Référence de publication: 2011059529/159.

(110066033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.

Société Holding des Côtes Rouges S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 78.140.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale d'actionnaires

En date du 29 avril 2011, l'assemblée générale d'actionnaires de la Société a décidé comme suit:

- de renouveler les mandats d'administrateurs de Madame Sylvie Abtal-Cola, Monsieur Jean Claude Llense et Monsieur Alain Steichen avec effet immédiat.
- de renouveler le mandat de Monsieur Lex Benoy en tant que commissaire aux comptes de la société, et ce avec effet immédiat.

Leurs mandats expireront à l'issue de l'assemblée générale de 2011 statuant sur les comptes pour l'exercice social se clôturant le 31 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2011.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2011063963/19.

(110070371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.

Mangrove III S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 140.749.

In the year two thousand and eleven, on the eighteenth of April.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

Appears:

Frédérique Lefèvre, lawyer, residing professionally in Luxembourg, representing, by virtue of a proxy given under private seal, MANGROVE III MANAGEMENT S.A., RCS Luxembourg B 140.594, a company organized and existing under Luxembourg laws with registered office at L-2535 Luxembourg, 20, Boulevard Emmanuel Servais, in his capacity of "associé-gérant-commandité" (the "Manager") of the "société d'investissement en capital à risque" MANGROVE III S.C.A SICAR, with registered office at L-2535 Luxembourg, 20, Boulevard Emmanuel Servais, duly registered with the Luxembourg Trade Register under section B number 140.749 (the "Company"). The Company was incorporated by a deeds of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on July 17, 2008, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations dated August 22, 2008, number 2036 and modified by Extraordinary General Meetings by deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on September 2, 2008, on November 25, 2008, on June 25, 2009, on September 16, 2009, on December 14, 2009 and on July 6, 2010, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 2361 dated September 26, 2008, number 4 dated January 2, 2009, number 1458 dated July 25, 2009, number 2118 dated October 28, 2009, number 367 dated February 19, 2010 and number 2137 dated October 11, 2010. The Articles have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary on October 15, 2010, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 2701 dated December 8, 2010.

The Manager then declared and requested the notary to declare the following:

1. The issued capital of the Company is set at ONE HUNDRED THIRTEEN THOUSAND EIGHT HUNDRED EURO (EUR 113.800,-) represented by ONE (1) fully paid-up Manager Share with a par value of THIRTY THOUSAND EURO (EUR 30.000), SEVEN HUNDRED THIRTY EIGHT THOUSAND (738.000) fully paid-up Ordinary Shares, each with a par value of TEN EURO CENTS (EUR 0,10) per Share and by ONE HUNDRED THOUSAND (100.000) fully paid-up Participating Shares with a par value of TEN EURO CENTS (EUR 0,10) each.

2. According to Article 5 of the Articles of Incorporation, the authorized capital of the Company has been set up at TWO HUNDRED TWENTY THOUSAND EURO (EUR 220.000,-) represented by ONE Manager's Share held by the Manager with a par value of THIRTY THOUSAND EURO (EUR 30.000,-), ONE MILLION EIGHT HUNDRED THOUSAND (1.800.000) Ordinary Shares with a par value of TEN EURO CENTS (EUR 0,10) each and ONE HUNDRED

THOUSAND (100.000) Participating Shares, with a par value of TEN EURO CENTS (EUR 0,10) each. The Manager has been authorized to proceed to the increase in capital and Article 5 of the Articles of Incorporation will then be amended in order to correspond to the increase in capital rendered effective.

3. In accordance with Article 5 of the Articles of Incorporation, the Manager has decided through the resolutions dated 1/ January 4, 2011 and 2/ February 28, 2011 to increase the issued capital of the Company by 1/ TWELVE THOUSAND SIX HUNDRED EURO (EUR 12.600.-) and 2/ NINE THOUSAND EURO (EUR 9.000.-) to raise it from the present amount of ONE HUNDRED THIRTEEN THOUSAND EIGHT HUNDRED EURO (EUR 113.800.-) to ONE HUNDRED THIRTY FIVE THOUSAND FOUR HUNDRED EURO (EUR 135.400.-) through the issuance of TWO HUNDRED SIXTEEN THOUSAND (216.000) new Ordinary Shares with a par value of TEN EURO CENTS (EUR 0,10) each, each entitled to the same rights as the former ones, together with a total share premium of TWENTY ONE MILLION FIVE HUNDRED SEVENTY EIGHT THOUSAND FOUR HUNDRED EUROS (EUR 21.578.400.-)

The TWO HUNDRED SIXTEEN THOUSAND (216.000) new Ordinary Shares have been subscribed and fully paid in cash through payment on a bank account in the name of MANGROVE III S.C.A., SICAR prenamed, so that the amount of TWENTY ONE MILLION SIX HUNDRED THOUSAND EURO (EUR 21.600.000) has been put at the free disposal of the latter, evidence of which has been given to the undersigned notary through the presentation of the supporting documents relating to such payment.

When such increase has been effected within the limits of the authorized capital, the second paragraph of Article five of the Articles of Incorporation shall be amended accordingly and shall read as follows:

"(b) the issued capital of the Corporation is set at ONE HUNDRED THIRTY FIVE THOUSAND FOUR HUNDRED EURO (EUR 135.400.-) represented by ONE (1) fully paid-up Manager Share with a par value of THIRTY THOUSAND EURO (EUR 30.000), NINE HUNDRED FIFTY FOUR THOUSAND (954.000) fully paid-up Ordinary Shares, each with a par value of TEN EURO CENTS (EUR 0,10) per Share and by ONE HUNDRED THOUSAND (100.000) fully paid-up Participating Shares with a par value of TEN EURO CENTS (EUR 0,10) each."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 6,500.-.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dix-huit avril.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Frédérique Lefèvre, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, représentant, en vertu d'une procuration sous seing-privé, MANGROVE III MANAGEMENT S.A., RCS Luxembourg B 140.594, une société régie par les lois du Luxembourg avec siège social à L-2535 Luxembourg, 20, Boulevard Emmanuel Servais, agissant en sa qualité d'associé-gérant-commandité (le "Gérant") de la société d'investissement en capital à risque MANGROVE III S.C.A. SICAR, ayant son siège social à L-2535 Luxembourg, 20, Boulevard Emmanuel Servais, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg, Numéro B 140.749 (la "Société"). La Société a été constituée par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 17 juillet 2008, l'acte ayant été publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations en date du 22 août 2008, sous le numéro 2036 et dont les statuts ont été modifiés par Assemblées Générales Extraordinaires par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 2 septembre 2008, du 25 novembre 2008, du 25 juin 2009, du 16 septembre 2009, du 14 décembre 2009, et du 6 juillet 2010 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 2361 daté du 26 septembre 2008, numéro 4 du 2 janvier 2009, numéro 1458 du 25 juillet 2009, numéro 2118 du 28 octobre 2009, numéro 367 du 19 février 2010 et numéro 2137 du 11 Octobre 2010. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 15 octobre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2701 du 8 décembre 2010.

Le Gérant expose et prie alors le notaire instrumentant d'acter comme suit:

1. Le capital social de la Société MANGROVE III S.C.A.SICAR prédésigné s'élève actuellement à CENT TREIZE MILLE HUIT CENTS EUROS (EUR 113.800.-) représenté par UNE (1) action de Commandité entièrement libérée d'une valeur nominale de TRENTE MILLE EUROS (EUR 30.000.-), SEPT CENT TRENTE HUIT MILLE (738.000) Actions Ordinaires entièrement libérées, d'une valeur nominale de DIX CENTIMES D' EURO (EUR 0,10.-) chacune et par CENT MILLE

(100.000) Actions de Participation entièrement libérées, d'une valeur nominale de DIX CENTIMES D'EURO (EUR 0,10) chacune.

2. Aux termes de l'article cinq des statuts, le capital autorisé de la Société a été fixé à DEUX CENT VINGT MILLE EURO (EUR 220.000.-) représenté par une (1) action de Commandité détenue par le Gérant d'une valeur nominale de TRENTE MILLE EURO (EUR 30.000.-), par UN MILLION HUIT CENT MILLE (1.800.000) Actions Ordinaires, d'une valeur nominale de DIX CENTIMES D'EURO (EUR 0,10.-) chacune et par CENT MILLE (100.000) Actions de Participation, d'une valeur nominale de DIX CENTIMES D'EUROS (EUR 0,10.-) chacune. Le Gérant a été autorisé à procéder à la réalisation de cette augmentation de capital, l'article cinq des statuts se trouvant alors modifié de manière à correspondre à l'augmentation de capital intervenue.

3. Le Gérant, en conformité avec les pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes de l'article cinq des statuts, a décidé par résolutions 1/ du 4 janvier 2011 et 2/ du 28 février 2011, d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de 1/ DOUZE MILLE SIX CENTS EUROS (EUR 12.600.-) et 2/ NEUF MILLE EUROS (EUR 9.000.-) pour le porter de son montant actuel de CENT TREIZE MILLE HUIT CENTS EUROS (EUR 113.800.-) à CENT TRENTE CINQ MILLE QUATRE CENTS EUROS (EUR 135.400.-) par la création de DEUX CENT SEIZE MILLE (216.000) actions nouvelles de catégorie "Actions Ordinaires" d'une valeur nominale de DIX CENTIMES D'EUROS (EUR 0,10.-) chacune, donnant les mêmes droits que les actions anciennes, émises avec une prime d'émission totale de VINGT ET UN MILLIONS CINQ CENT SOIXANTE DIX HUIT MILLE QUATRE CENTS EUROS (EUR 21.578.400.-).

Les DEUX CENT SEIZE MILLE (216.000) Actions Ordinaires nouvelles ont été souscrites et libérées intégralement en numéraire par versement à un compte bancaire au nom de la société MANGROVE III S.C.A. SICAR, prédésignée, de sorte que la somme totale de VINGT ET UN MILLIONS SIX CENT MILLE EUROS (EUR 21.600.000) a été mise à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la présentation des pièces justificatives de la libération.

Suite à la réalisation de cette augmentation dans les limites du capital autorisé, le deuxième alinéa de l'article cinq des statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

«(b) Le capital émis de la Société est fixé à CENT TRENTE CINQ MILLE QUATRE CENTS EUROS (EUR 135.400.-) représenté par UNE (1) action de Commandité entièrement libérée d'une valeur nominale de TRENTE MILLE EUROS (EUR 30.000.-), NEUF CENT CINQUANTE QUATRE MILLE (954.000) Actions Ordinaires entièrement libérées, d'une valeur nominale de DIX CENTIMES D'EURO (EUR 0,10.-) chacune et par CENT MILLE (100.000) Actions de Participation entièrement libérées, d'une valeur nominale de DIX CENTIMES D'EURO (EUR 0,10.-) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de EUR 6.500.-.

A la demande du comparant, le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en anglais suivi d'une version française. Sur demande du comparant, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. LEFÈVRE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 avril 2011. Relation: LAC/2011/18737. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2011.

Référence de publication: 2011060846/134.

(110067613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2011.

Buba S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 115.012.

Extrait de la résolution de l'administrateur unique prise le 30 avril 2011

L'Administrateur unique décide de transférer le siège social de la société au 61, avenue de la Gare L-1611 Luxembourg à compter du 1^{er} mai 2011

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011062719/11.

(110070861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2011.